

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2006 — 5335

[2006/204237]

## 30 NOVEMBRE 2006. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à la promotion de l'électricité verte

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, notamment les articles 37, 38, § 1<sup>er</sup>, 39, modifiés par les décrets des 19 décembre 2002 et 18 décembre 2003, 42, § 2, remplacé par le décret du 3 février 2005, et 43, § 2, alinéa 2, 19<sup>o</sup>;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la promotion de l'électricité verte;

Vu l'avis CD-6g25-CWaPE-145 de la CWaPE du 20 juillet 2006;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 17 mai 2006;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 24 mai 2006;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne, donné le 10 juillet 2006;

Vu l'avis 40.964/4 du Conseil d'Etat, donné le 19 septembre 2006, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté transpose, partiellement, les Directives 2001/77/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 septembre 2001 relative à la promotion de l'électricité produite à partir de sources d'énergie renouvelables sur le marché intérieur de l'électricité, spécialement ses articles 4.1 et 5, conformément à son article 9, 2003/54/CE du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2003 concernant les règles communes pour le marché intérieur de l'électricité et abrogeant la Directive 96/92/CE spécialement son article 3.6.a, conformément à son article 30.3 et 2004/8/CE du Parlement européen et du Conseil du 11 février 2004 concernant la promotion de la cogénération sur la base de la demande de chaleur utile dans le marché intérieur de l'énergie et modifiant la Directive 92/42/CEE, spécialement ses articles 5 et 7.1, conformément à son article 15.

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Définitions

**Art. 2.** Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1<sup>o</sup> "décret" : le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité;

2<sup>o</sup> "site de production" : lieu d'implantation d'une installation, constituée d'une ou plusieurs unité(s) de production d'électricité à partir d'une même source d'énergie et d'une même méthode de production d'électricité;

3<sup>o</sup> "unité de production" : ensemble de composants techniques élémentaires formant un groupe indivisible qui permet la production d'électricité à partir d'une ou plusieurs sources d'énergie;

4<sup>o</sup> "quota" : pourcentage, déterminé annuellement, représentant le rapport entre le nombre de certificats verts à produire et le nombre de MWh électriques consommés;

5<sup>o</sup> "certificat de garantie d'origine" : certificat délivré à un site de production en vertu de l'article 42 du décret, et qui atteste que les quantités d'électricité produites à partir de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération par ce site pourront clairement être identifiées et mesurées, que cette électricité pourra être qualifiée et vendue sous le label d'"électricité garantie d'origine renouvelable et/ou de cogénération" et qu'elle donnera droit, à la délivrance de labels de garantie d'origine et/ou de certificats verts;

6<sup>o</sup> "certificat vert" : titre transmissible octroyé aux producteurs d'électricité verte en vertu de l'article 38 du décret et destiné, via les obligations faites aux fournisseurs et gestionnaires de réseau en vertu de l'article 39 du décret, à soutenir le développement d'installations de production d'électricité verte;

7<sup>o</sup> "label de garantie d'origine" : label qui atteste la quantité d'électricité produite à partir de sources d'énergie renouvelables au sens de la Directive 2001/77/CE ou de cogénération à haut rendement au sens de la Directive 2004/8/CE;

8<sup>o</sup> "fuel mix" : contribution de chaque source d'énergie à la totalité des sources d'énergie utilisées par le fournisseur au cours de l'année écoulée conformément à la Directive 2003/54/CE;

9<sup>o</sup> "mise en service d'une installation" : date correspondant soit à la date de la première mise en service de l'installation concernée soit à la date d'une modification significative de cette installation. Le Ministre définit, après avis de la CWaPE les termes "modification significative";

10<sup>o</sup> "électricité nette produite" : électricité brute produite diminuée de l'électricité requise par les éléments fonctionnels, à savoir, les équipements consommateurs d'énergie (primaire, électricité, chaleur, froid) nécessaires pour le cycle de production d'électricité, englobant la production du combustible et, le cas échéant, le traitement des déchets.

## CHAPITRE II. — Agrément des organismes de contrôle

**Art. 3.** Pour être agréé, un organisme de contrôle doit satisfaire aux conditions suivantes :

1<sup>o</sup> disposer de la personnalité juridique et être indépendant des producteurs, intermédiaires et fournisseurs d'électricité;

2<sup>o</sup> satisfaire aux critères de la norme NBN EN-45004 pour les activités prévues par le présent arrêté, conformément au système d'accréditation mis en place en exécution de la loi du 20 juillet 1990 concernant l'accréditation des organismes d'évaluation de la conformité, ainsi que des laboratoires d'essais ou par un système d'accréditation équivalent établi dans un Etat membre de l'Espace économique européen;

3° satisfaire aux critères d'indépendance de type A ou C tels que définis dans les critères généraux BELAC pour la mise en œuvre de la norme NBN EN ISO/IEC 17020;

4° s'engager à transmettre, par courrier simple, au Ministre et à la CWaPE les rapports réalisés suite aux visites des unités de production d'électricité à partir de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération relatives au certificat de garantie d'origine.

**Art. 4.** La demande d'agrément est adressée, par recommandé, au Ministre, accompagnée des pièces justificatives y afférentes. Celui-ci sollicite l'avis de la CWaPE et accorde ou refuse l'agrément, par courrier recommandé, dans un délai de quinze jours après l'avis de la CWaPE.

L'agrément est délivré pour une période de trois ans renouvelable. Pendant cette période, l'organisme de contrôle peut, à tout moment, être contrôlé sur initiative du Ministre ou de la CWaPE aux fins de vérifier le respect des conditions d'agrément.

**Art. 5.** Le retrait d'agrément est décidé par le Ministre :

1° lorsque l'organisme de contrôle ne satisfait plus aux conditions d'agrément fixées à l'article 3;

2° lorsque des erreurs répétées sont constatées dans l'exercice de ses missions.

Préalablement à toute décision de retrait d'agrément, l'organisme concerné à l'occasion de faire valoir utilement ses justifications.

### CHAPITRE III. — Certification des sites de production d'électricité à partir de sources d'énergie renouvelables et/ou de cogénération

**Art. 6.** Toute demande de certificat de garantie d'origine est adressée, par courrier simple, à un organisme de contrôle agréé conformément au chapitre II.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, toute demande de certificat de garantie d'origine pour une installation dont la puissance nette développable est inférieure ou égale à 10 kW, est adressée à la CWaPE.

**Art. 7.** § 1<sup>er</sup>. Les organismes de contrôle sont chargés de délivrer le certificat de garantie d'origine et d'exercer un contrôle périodique, au minimum annuel, sur la conformité des données du certificat de garantie d'origine.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les contrôles périodiques des installations dont la puissance nette développable est supérieure à 10 kW et inférieure ou égale à 20 kW, sont exercés au minimum une fois tous les cinq ans.

Les installations dont la puissance nette développable est inférieure ou égale à 10 kW ne sont pas visées par l'obligation imposée par le présent article.

§ 2. Par dérogation au § 1<sup>er</sup>, le certificat de garantie d'origine des installations dont la puissance nette développable est inférieure ou égale à 10 kW est délivré par la CWaPE selon une procédure simplifiée, publiée sur son site.

§ 3. Le certificat de garantie d'origine mentionne :

1. les coordonnées du producteur d'électricité à partir de sources d'énergie renouvelable ou de cogénération;
2. la/les sources d'énergie à partir de laquelle/lesquelles l'électricité a été produite;
3. la technologie de production;
4. la puissance nette développable de l'unité de production;
5. la technologie pour comptabiliser la production d'électricité et, le cas échéant, de chaleur, ainsi que la précision des points de comptage;
6. les émissions de CO<sub>2</sub> de la filière de production en régime normal de production;
7. la date de mise en service de l'unité de production;
8. le site de production;
9. le cas échéant, les aides et subsides octroyés pour la construction ou le fonctionnement de l'unité de production.

**Art. 8.** En cas de modification des instruments de mesures ou de tout élément repris dans le certificat de garantie d'origine, le titulaire de ce certificat en informe, par courrier simple, dans les quinze jours, un organisme de contrôle. Le cas échéant, ce dernier adapte ou retire le certificat de garantie d'origine. Dans le cas des installations d'une puissance inférieure ou égale à 10 kW, et en cas de modification des instruments de mesures ou de tout élément repris dans le certificat de garantie d'origine, le titulaire de ce certificat en informe, par courrier simple, dans les quinze jours, la CWaPE. Le cas échéant, la CWaPE adapte ou retire le certificat de garantie d'origine.

A tout moment, la CWaPE peut procéder au contrôle ou requérir d'un organisme de contrôle qu'il procède à un contrôle et examine si les éléments repris dans le certificat de garantie d'origine correspondent à la réalité. Dans le cas contraire, le certificat de garantie d'origine est adapté ou retiré.

L'organisme de contrôle notifie à la CWaPE toute modification ou retrait du certificat de garantie d'origine endéans les dix jours suivant le contrôle.

**Art. 9.** En conformité avec les normes en vigueur et après avis de la CWaPE, le Ministre détermine les procédures et le Code de comptage applicables en matière de mesures de quantité d'énergie. Le Code de comptage comprend les critères techniques définissant la cogénération à haut rendement sur base de la Directive 2004/8/CE.

### CHAPITRE IV. — Conditions et procédure d'octroi et de suspension des labels de garantie d'origine et des certificats verts

#### Section 1<sup>re</sup>. — Conditions et procédure d'octroi des labels de garantie d'origine et des certificats verts

**Art. 10.** Une demande préalable d'octroi de labels de garantie d'origine et/ou de certificats verts est adressée à la CWaPE selon les modalités et au moyen d'un formulaire déterminés par celle-ci. Ces modalités concernent notamment l'introduction du certificat de garantie d'origine.

S'il s'agit d'une installation d'une puissance nette développable inférieure ou égale à 10 kW, le producteur vert introduit auprès de la CWaPE une déclaration sur l'honneur, déclaration qui mentionne les caractéristiques de l'installation conformément aux §§ 2 et 3 de l'article 7. La CWaPE détermine les modalités et le formulaire de déclaration sur l'honneur.

**Art. 11.** La CWaPE vérifie si le formulaire de demande est correct et complet. Si elle constate que la demande est incomplète, elle en informe le demandeur dans un délai de quinze jours à dater de la réception de la demande. Elle précise en quoi le formulaire est incomplet et fixe un délai, qui ne peut excéder trois semaines, prescrit sous peine de déchéance de la demande, endéans lequel le demandeur est invité à compléter sa demande.

**Art. 12.** Dans un délai d'un mois à dater de la réception du formulaire complet, la CWaPE vérifie si le demandeur répond aux conditions d'octroi des labels de garantie d'origine et/ou des certificats verts et lui notifie sa décision. La CWaPE est tenue d'entendre le demandeur qui en fait la requête.

A défaut de décision prise à l'expiration de ce délai, la demande est réputée acceptée.

**Art. 13.** Après acceptation de la demande et sur base des données de comptage du site, la CWaPE attribue, trimestriellement, sous forme immatérielle, au site de production ayant bénéficié d'un certificat de garantie d'origine :

1° un titre attribuant les labels de garantie d'origine à la quantité d'électricité produite diminuée, le cas échéant, de la quantité d'électricité autoconsommée, à raison d'un label de garantie d'origine par MWh; et/ou

2° un titre attribuant un nombre de certificats verts correspondant à la quantité d'électricité verte produite.

Le calcul du nombre de certificats comptabilisés pour un site donné tient compte de 3 décimales, mais le nombre de certificats verts mentionnés dans le titre est limité à des unités complètes.

**Art. 14.** § 1<sup>er</sup>. Les labels de garantie d'origine sont restitués à la CWaPE avant le 31 mars de chaque année, pour satisfaire aux obligations visées à l'article 43, § 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché de l'électricité.

La CWaPE approuve le fuel mix présenté par le fournisseur sur base de la méthode définie par le Ministre.

§ 2. Les certificats verts sont restitués à la CWaPE pour satisfaire aux quotas visés à l'article 25, § 3.

**Art. 15.** § 1<sup>er</sup>. Le droit d'obtenir des certificats verts est limité à dix ans à compter de la mise en service de l'unité de production.

Pendant cette période, les rendements énergétiques des installations modernes de référence sont maintenus aux valeurs en vigueur au moment de l'octroi des premiers certificats verts relatifs au site concerné.

Les certificats verts sont octroyés tant pour l'électricité verte consommée par le producteur que pour l'électricité verte injectée sur le réseau ou transmise au moyen de lignes directes.

§ 2. Les labels de garantie d'origine sont octroyés pour l'électricité vendue par le producteur ainsi que pour l'électricité injectée sur le réseau et qui ne fait pas l'objet d'une vente.

§ 3. Les certificats verts et les labels de garantie d'origine sont calculés sur base de l'électricité nette produite mesurée avant la transformation éventuelle vers le réseau et des émissions de dioxyde de carbone définies à l'article 38 du décret.

Les mesures de quantités d'énergie nécessaires au calcul des certificats verts et des labels de garantie d'origine se font en conformité avec le code de comptage prévu à l'article 9.

**Art. 16.** § 1<sup>er</sup>. Les certificats verts ont une durée de validité de cinq ans. Celle-ci est comptée à dater de la fin du mois au cours duquel les certificats ont été octroyés.

§ 2. Sans préjudice des conditions d'acceptation de ces labels de garantie d'origine dans le cadre de la détermination des sources primaires prévues pour les bilans récapitulatifs des fournisseurs conformément à l'article 11, § 3, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché de l'électricité, les labels de garantie d'origine ont une durée de validité commençant à la date de la fin de la période de production concernée, et s'achevant à la fin de la première année civile qui suit.

**Art. 17.** Le taux de dioxyde de carbone visé à l'article 38 du décret est déterminé trimestriellement.

La filière électrique classique envisagée à l'article 38, § 2, alinéa 2, du décret est une turbine gaz-vapeur.

Sur base des données transmises trimestriellement par le producteur d'électricité verte, la CWaPE approuve les différents coefficients d'émission de dioxyde de carbone de la filière en question.

#### *Section 2. — Procédure de suspension de l'octroi des labels de garantie d'origine et des certificats verts*

**Art. 18.** Toute modification des données reprises sur le formulaire visé à l'article 10 doit être transmise à la CWaPE endéans les quinze jours.

**Art. 19.** Lorsque la CWaPE constate que les conditions d'attribution des labels de garantie d'origine et/ou des certificats verts, visées au chapitre IV, ne sont plus remplies ou que les informations transmises sont erronées, elle en informe, par courrier simple, le producteur concerné. La CWaPE est tenue d'entendre le demandeur qui en fait la requête. Le cas échéant, la CWaPE suspend l'octroi des labels de garantie d'origine et/ou des certificats verts pour cette unité de production.

#### *CHAPITRE V. — Banque de données, marché des labels de garantie d'origine et marché des certificats verts*

**Art. 20.** Les renseignements fournis par les certificats verts et les labels de garantie d'origine octroyés sont conservés et administrés par la CWaPE dans une banque de données.

**Art. 21.** § 1<sup>er</sup>. L'authenticité des labels de garantie d'origine et des certificats verts est garantie par l'enregistrement dans une banque de données centralisée et gérée par la CWaPE.

La banque de données reprend les données suivantes :

1° pour chaque site de production ayant été certifié conformément à l'article 7 :

— les mentions de la certification de garantie d'origine reprises à l'article 7, § 3;

2° pour l'octroi de certificats verts et/ou de labels de garantie d'origine :

— la technologie de production;

— la puissance nette développable;

— la période de production;

— la quantité d'électricité produite à partir de sources d'énergie renouvelables;

— la quantité d'électricité produite à partir de cogénération;

— la quantité de chaleur produite à partir de cogénération;

— la quantité d'électricité verte produite;

— le nombre de certificats verts;

— l'économie d'énergie primaire pour les installations de cogénération;

- les économies de CO<sub>2</sub>;
- le pouvoir calorifique inférieur des combustibles;
- le cas échéant, les autres types de soutien octroyés;
- 3° pour les transactions de certificats verts :
  - le nombre de certificats verts faisant l'objet d'une transaction;
  - la date d'octroi des certificats verts concernés;
  - la technologie de production;
  - la période de production;
  - les coordonnées du nouveau titulaire;
  - le prix communiqué de la transaction;
- 4° pour les transactions de labels de garantie d'origine;
  - la quantité de labels de garantie d'origine;
  - le type de soutien reçu par le site de production;
  - la période de production;
  - la technologie de production;
  - les coordonnées du nouveau titulaire;
  - le prix communiqué de la transaction;
  - l'économie d'énergie primaire pour les installations de cogénération;
  - le pouvoir calorifique inférieur des combustibles.

§ 2. La banque de données reprend le registre des producteurs, fournisseurs, intermédiaires et gestionnaires de réseau intervenant sur le marché des labels de garantie d'origine et sur le marché des certificats verts, délivrés, échangés et restitués à la CWaPE.

**Art. 22.** Le vendeur de certificats verts transmet à la CWaPE, selon les modalités définies par celle-ci, les certificats verts faisant l'objet de la transaction, les coordonnées du nouveau titulaire pour ce qui concerne les certificats enregistrés dans la banque de données wallonne.

Le vendeur de labels de garantie d'origine transmet à la CWaPE, selon les modalités définies par celle-ci, les labels de garantie d'origine faisant l'objet de la transaction et les coordonnées du nouveau titulaire.

Dans les dix jours de la notification de la transaction de labels de garantie d'origine ou de certificats verts, la CWaPE attribue à celle-ci un numéro d'enregistrement et adapte les mentions contenues dans la banque de données.

**Art. 23.** Le Ministre peut confier les missions visées aux articles 20 à 22 à un autre organe que la CWaPE. Le cas échéant, cet organe devra être indépendant des producteurs, fournisseurs, intermédiaires et gestionnaires de réseaux.

**Art. 24.** § 1<sup>er</sup>. Le certificat vert n'est plus transmissible lorsque :

1° le fournisseur ou gestionnaire de réseau le remet à la CWaPE afin de remplir l'obligation de quota visée à l'article 25 conformément à l'article 3 de la Directive 2003/54/CE;

2° le délai de validité visé à l'article 16, § 1<sup>er</sup>, a expiré.

§ 2. Dans les hypothèses visées au § 1<sup>er</sup>, le certificat vert est déplacé vers le registre des certificats verts supprimés du marché.

§ 3. Le label de garantie d'origine n'est plus transmissible lorsque :

1° il a été utilisé dans un Etat membre pour rencontrer des obligations visées par les Directives 2001/77/CE, 2004/8/CE et 2003/54/CE;

2° son délai de validité a expiré.

§ 4. Dans les hypothèses visées au § 3, le label de garantie d'origine délivré en Région wallonne est déplacé vers le registre des labels de garantie d'origine supprimés du marché.

## CHAPITRE VI. — Utilisation des certificats verts et des labels de garantie d'origine

### Section 1<sup>re</sup>. — Utilisation de certificats verts

**Art. 25.** § 1<sup>er</sup>. Avant la fin du 2<sup>e</sup> mois qui suit un trimestre écoulé, les fournisseurs et gestionnaires de réseau sont tenus de transmettre à la CWaPE un nombre de certificats verts correspondant au quota qui leur est imposé en vertu du présent article. A cette fin, ils transmettent à la CWaPE le nombre, les caractéristiques des certificats verts qu'ils veulent comptabiliser dans leur quota ainsi que le total des fournitures réalisées en Région wallonne au cours du trimestre envisagé. La CWaPE prélève le nombre donné de certificats verts en commençant par les plus anciens.

Les fournisseurs et les gestionnaires de réseau sont tenus d'introduire trimestriellement leurs déclarations de fournitures, et ce avant la fin du deuxième mois qui suit un trimestre écoulé.

Ces déclarations doivent, le cas échéant, être accompagnées des attestations visées au § 5.

Les trimestres sont comptés à dater des premiers janvier, avril, juillet et octobre.

§ 2. Le quota est calculé :

1° pour le fournisseur, sur base de l'électricité fournie par ce dernier aux clients finals situés sur le territoire de la Région wallonne quel que soit le niveau de tension du réseau auquel ces clients sont connectés;

2° pour le gestionnaire de réseau, sur base de l'électricité consommée par ce dernier pour son usage propre, et, le cas échéant, sur base de l'électricité fournie aux clients finals alimentés par ce gestionnaire de réseau.



§ 3. Le quota est de :

- 3 % entre le 1<sup>er</sup> janvier 2003 et le 31 décembre 2003;
- 4 % entre le 1<sup>er</sup> janvier 2004 et le 31 décembre 2004;
- 5 % entre le 1<sup>er</sup> janvier 2005 et le 31 décembre 2005;
- 6 % entre le 1<sup>er</sup> janvier 2006 et le 31 décembre 2006;
- 7 % entre le 1<sup>er</sup> janvier 2007 et le 31 décembre 2007;
- 8 % entre le 1<sup>er</sup> janvier 2008 et le 31 décembre 2008;
- 9 % entre le 1<sup>er</sup> janvier 2009 et le 31 décembre 2009;
- 10 % entre le 1<sup>er</sup> janvier 2010 et le 31 décembre 2010;
- 11 % entre le 1<sup>er</sup> janvier 2011 et le 31 décembre 2011;
- 12 % entre le 1<sup>er</sup> janvier 2012 et le 31 décembre 2012.

Dans le courant de l'année 2009, le Ministre ayant l'Energie dans ses attributions est chargé de faire rapport au Gouvernement sur la situation du marché des certificats verts et sur la nécessité éventuelle d'augmenter, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2010, les quotas définis ci avant. Le Ministre prend au préalable l'avis de la CWaPE.

Dans le courant de l'année 2010, sur proposition de la CWaPE, le Gouvernement fixe les nouveaux quotas applicables à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2013, en tenant compte notamment du développement du marché des certificats verts en Région wallonne de manière à créer les conditions d'un marché solvable pour tous les certificats verts émis en Région wallonne.

§ 4. En fonction de l'évolution du marché de l'électricité verte, le Gouvernement wallon peut revoir les quotas visés, à l'article 25, § 3.

§ 5. Lorsqu'un ou plusieurs fournisseurs alimentent un client final répondant aux conditions visées au point 1 et 2, ils peuvent bénéficier d'une réduction du nombre de certificats verts à remettre à la CWaPE conformément aux dispositions des §§ 1<sup>er</sup> à 3 :

1° le client final a signé, directement ou par le biais d'une fédération, une convention avec la Région wallonne visant à améliorer son efficacité énergétique à court, moyen et long terme;

2° au cours de l'année civile considérée, la consommation trimestrielle du client final est supérieure à 5 GWh, par siège d'exploitation correspondant à une unité technique ou industrielle dont l'étendue géographique ne peut dépasser les limites d'une province.

La réduction vaut pendant la durée de la convention en ce compris le trimestre au cours duquel le client susmentionné a signé la convention visée au point 1 et le trimestre au cours duquel la convention prend fin.

Pour chaque client final, la réduction du nombre de certificats verts correspond à une diminution du quota de :

1° 1/4 du quota, pour la tranche de consommation annuelle trimestrielle d'électricité comprise entre 5 et 25 GWh inclus;

2° Z, pour la tranche de consommation trimestrielle annuelle d'électricité supérieure à 25 GWh, avec  $Z = \text{quota} - 2$ .

Lorsque le client final est alimenté par plusieurs fournisseurs pour un même siège d'exploitation tel que visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, point 2, la réduction du nombre de certificats verts est répartie au prorata des volumes livrés par chaque fournisseur.

Aux fins de bénéficier de la réduction, le fournisseur transmet, par courrier simple, avant la fin du 2<sup>e</sup> mois qui suit un trimestre écoulé, à la CWaPE, une attestation signée par le fournisseur et le client final en question. Cette attestation est transmise à la CWaPE qui en contrôle l'exactitude. L'attestation mentionne la référence, la date de signature et la durée de la convention visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, point 1, les coordonnées du fournisseur et du client final, le lieu du siège d'exploitation, le volume des fournitures, ainsi que l'année considérée.

Les réductions de coûts résultant des dispositions du présent paragraphe sont répercutées directement sur chaque client final qui en est à l'origine.

Une entreprise de transport de biens et/ou de personnes exploitant un réseau de voies de communication physiquement interconnectées est considérée comme un seul siège d'exploitation correspondant à une unité technique ou industrielle, pour ce qui concerne pour la force motrice à des fins de déplacement. La condition visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, point 1, et la limite géographique visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, point 2, ne s'applique pas pour ce type de consommation.

**Art. 26.** § 1<sup>er</sup>. Les certificats verts comptabilisés dans les quotas visés à l'article 25, § 3, sont limités aux certificats verts octroyés à l'électricité produite sur le territoire belge.

Nonobstant l'alinéa précédent, les certificats verts octroyés dans les autres régions de la Belgique ou dans les zones visées à l'article 6 de la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité ne sont comptabilisés dans le quota que si des certificats verts similaires octroyés en Région wallonne peuvent être comptabilisés dans les quotas des régions en question ou dans le quota envisagé par l'autorité fédérale conformément aux dispositions de l'article 7 de la loi susmentionnée ou de ses arrêtés d'exécution.

§ 2. Les certificats verts délivrés pour l'électricité produite en dehors du territoire belge peuvent, dans le respect des conditions prescrites par arrêté du Gouvernement wallon, être comptabilisés dans le quota, moyennant garanties équivalentes en matière d'octroi de ces certificats et sur base de la clause de reconnaissance mutuelle.

§ 3. Pour comptabiliser les certificats verts visés au § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, et au § 2, il sera tenu compte d'un taux d'économie de dioxyde de carbone déterminé par la CWaPE après concertation des organes de régulations pertinents.

#### Section 2. — Utilisation des labels de garantie d'origine

**Art. 27.** Les labels de garantie d'origine sont restitués à la CWaPE avant le 31 mars de chaque année, pour satisfaire aux obligations visées à l'article 43, § 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché de l'électricité.

**Art. 28.** § 1<sup>er</sup>. Les labels de garantie d'origine octroyés dans les Etats membres sont reconnus par la Région wallonne pour satisfaire aux obligations imposées par les Directives 2001/77/CE, 2003/54/CE et 2004/8/CE.

§ 2. Les conditions d'acceptabilité des labels de garantie d'origine en provenance d'autres régions ou d'autres Etats membres sont les suivantes :

1° tout demandeur d'importation en Région wallonne de labels de garantie d'origine d'électricité produite à partir de sources d'énergie renouvelable et/ou de cogénération dans une autre région de Belgique ou dans un autre Etat membre, doit s'inscrire dans la base de données gérée par la CWaPE;

2° le demandeur communique à la CWaPE les nom et coordonnées de l'organisme compétent conformément à l'article 5.2 de la Directive 2001/77/CE et à l'article 5.5. de la Directive 2004/8/CE, ou de l'autorité compétente, issu(e) de la région ou de l'Etat membre, chargé de superviser la délivrance des labels de garantie d'origine dans la région ou l'Etat membre d'où provient la demande;

3° la CWaPE et l'organisme compétent ou l'autorité compétente de la région ou de l'Etat membre d'où provient la demande établissent un protocole de vérification de la conformité des labels de garantie d'origine, délivrés dans les deux régions ou Etats membres, à la Directive 2001/77/CE et Directive 2004/8/CE. Ce protocole comprend dans tous les cas la vérification des conditions suivantes :

— les labels de garantie d'origine sont attribués à de l'électricité produite à partir de sources d'énergie renouvelables au sens des définitions énoncées à l'article 2 de la Directive 2001/77/CE et de cogénération au sens des définitions énoncées à l'article 3 de la Directive 2004/8/CE;

— les labels de garantie d'origine ont été octroyés à de l'électricité produite dans des installations qui ont été certifiées conformément à des critères comparables à ceux définis en vertu de l'article 42 du décret, critères qui portent notamment sur la capacité à contrôler la quantité d'électricité produite;

— les labels de garantie d'origine ont été délivrés en vertu d'un système fiable qui garantit l'impossibilité de dupliquer les labels de garantie d'origine ou de réutiliser des labels de garantie d'origine déjà remis à d'autres autorités ou dont la durée de validité a expiré;

4° la CWaPE et l'organisme compétent ou l'autorité compétente de la région ou de l'Etat membre d'où provient la demande, mettent en place une procédure d'évaluation régulière des transmissions des labels de garanties d'origine importés entre la Région wallonne et la région ou l'Etat membre d'où provient la demande;

5° lorsque les labels de garantie d'origine en provenance d'une autre région ou d'un autre Etat membre sont délivrés au demandeur d'importation en région wallonne, la partie de ces labels de garantie d'origine pourra être intégrée et comptabilisée dans le fuel mix du fournisseur.

### Section 3. — Rapports annuels

**Art. 29.** Pour le 30 avril, la CWaPE établit un rapport annuel spécifique relatif à l'évolution du marché des labels de garantie d'origine et du marché des certificats verts. Ce rapport mentionne notamment le nombre de certificats verts octroyés par technologie et par source d'énergie au cours de l'année envisagée, les certificats verts transmis à la CWaPE conformément à l'article 25, le prix moyen d'un certificat vert ainsi que les amendes imposées aux gestionnaires de réseaux et aux fournisseurs pour cause de non-respect des quotas.

Le rapport mentionne également le nombre de labels de garantie d'origine octroyés par technologie et par source d'énergie au cours de l'année envisagée, les labels de garantie d'origine transmis à la CWaPE, le prix moyen des labels de garantie d'origine, ainsi que la quantité de labels de garantie d'origine exportées vers et importées d'autres régions ou pays.

Ce rapport est transmis au Gouvernement wallon.

### CHAPITRE VII. — Sanctions

**Art. 30.** Pour chaque année, la CWaPE contrôle le respect des quotas visés à l'article 25 par les fournisseurs et gestionnaires de réseau.

En cas de non-respect des quotas, le fournisseur ou gestionnaire de réseau est tenu de payer une amende administrative pour l'année considérée. L'amende s'élève à 100 euros par certificat vert manquant

### CHAPITRE VIII. — Dispositions finales

**Art. 31.** L'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la promotion de l'électricité verte, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 28 novembre 2002, 23 janvier 2003, 15 mai 2003, 26 juin 2003, 6 novembre 2003, 4 mars 2004 et 22 avril 2004, est abrogé à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

**Art. 32.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2007, à l'exception des articles 21, § 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup>, 22, alinéa 2, 24, §§ 3 et 4, et 28, dont l'entrée en vigueur est fixée par le Ministre.

**Art. 33.** Le Ministre qui a l'Energie dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 30 novembre 2006.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

A. ANTOINE

### ÜBERSETZUNG

### MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2006 — 5335

[2006/204237]

### 30. NOVEMBER 2006 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Förderung des Grünstroms

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts, insbesondere der Artikel 37, 38 § 1 39 abgeändert durch die Dekrete vom 19. Dezember 2002 und vom 18. Dezember 2003, 42, § 2, ersetzt durch das Dekret vom 3. Februar 2005, und 43 § 2 Absatz 2 19°;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über die Förderung des Grünstroms;

Aufgrund des Gutachtens CD-6g25-CWaPE-145 der "Commission wallonne pour l'Energie" ("CWaPE") (Wallonische Kommission für Energie) vom 20. Juli 2006;

Aufgrund des am 17. Mai 2006 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 24. Mai 2006 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 10. Juli 2006 abgegebenen Gutachtens des "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoher Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen der wallonischen Region);

Aufgrund des am 19. September 2006 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1<sup>o</sup> der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 40.964/4 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung;

Nach Beratung,

Beschließt:

**Artikel 1** - Durch den vorliegenden Erlass wird die Umsetzung der Richtlinien 2001/77/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 27. Juni 2001 zur Förderung der Stromerzeugung aus erneuerbaren Energiequellen im Elektrizitätsbinnenmarkt, insbesondere ihre Artikel 4.1 und 5, gemäß ihrem Artikel 9, 2003/54/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 26. Juni 2003 über gemeinsame Vorschriften für den Elektrizitätsbinnenmarkt und zur Aufhebung der Richtlinie 96/92/EG, insbesondere ihr Artikel 3.6.a, gemäß ihrem Artikel 30.3 und 2004/8/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 11. Februar 2004 über die Förderung einer am Nutzwärmebedarf orientierten Kraft-Wärme-Kopplung im Energiebinnenmarkt und zur Änderung der Richtlinie 92/42/EWG, insbesondere ihre Artikel 5 und 7.1, gemäß ihrem Artikel 15, teilweise gewährleistet.

#### KAPITEL I — *Begriffsbestimmungen*

**Art. 2** - Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen :

1° "Dekret": das Dekret vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts;

2° "Erzeugungsstandort": Ort, an dem eine Anlage installiert ist, die aus einer oder mehreren Stromerzeugungseinheiten besteht, die Strom mittels derselben Energiequelle und desselben Erzeugungsverfahrens erzeugt bzw. erzeugen;

3° "Erzeugungseinheit": Gefüge von technischen Grundbauteilen, die eine unteilbare Gruppe bilden, die die Erzeugung von Strom ab einer oder mehreren Energiequellen ermöglicht;

4° "Quote": jährlich bestimmter Prozentsatz, der das Verhältnis zwischen der Anzahl der zu erzeugenden grünen Bescheinigungen und der Anzahl der verbrauchten elektrischen MWh darstellt;

5° "Bescheinigung zur Herkunftsgarantie": Bescheinigung, die einem Erzeugungsstandort aufgrund des Artikels 42 des Dekrets ausgestellt wird und die angibt, dass die durch diesen Standort mittels erneuerbarer Energiequellen oder Kraft-Wärme-Kopplung erzeugten Mengen Grünstrom deutlich identifiziert und gemessen werden können, dass dieser Strom mit dem Gütezeichen "Strom mit garantierter Herkunft aus erneuerbaren Energieträgern und/oder aus der Kraft-Wärme-Kopplung" bezeichnet und verkauft werden kann, und dass dieser Strom auf die Gewährung von grünen Bescheinigungen Anspruch gibt.

6° "grüne Bescheinigung": den Erzeugern von Grünstrom kraft Art. 38 des Dekrets gewährter übertragbarer Nachweis, der dazu bestimmt ist, die Entwicklung von Anlagen zur Erzeugung von Grünstrom mittels der den Stromversorgern und Netzbetreibern kraft Art. 39 des Dekrets auferlegten Verpflichtungen zu fördern;

7° "Gütezeichen zur Herkunftsgarantie": Gütezeichen, durch das die Menge des mittels erneuerbarer Energiequellen im Sinne der Richtlinie 2001/77/EG oder mittels hocheffizienter Kraft-Wärme-Kopplung im Sinne der Richtlinie 2004/8/EG erzeugten Stroms bescheinigt wird;

8° "Trägermix": der Anteil der einzelnen Energiequellen am Gesamtenergieträgermix, den der Stromversorger im vorangegangenen Jahr gemäß der Richtlinie 2003/54/EG verwendet hat;

9° "Datum der Inbetriebsetzung einer Anlage": Datum, das entweder dem Datum der ersten Inbetriebsetzung der betroffenen Anlage oder dem Datum einer bedeutsamen Abänderung dieser Anlage entspricht. Nach Begutachtung durch die "CWaPE" bestimmt der Minister den Begriff "abedeutsame Abänderung";

10° "erzeugter Nettostrom": erzeugter Bruttostrom, von dem der für die funktionellen Elemente, d.h. die energieverbrauchenden (Primärenergie, Strom, Wärme, Kälte) Ausrüstungen, die für den Stromerzeugungszklus einschließlich der Erzeugung von Brennstoff und gegebenenfalls der Behandlung der Abfälle notwendig sind, notwendige Strom abgezogen wird.

#### KAPITEL II — *Zulassung der Prüfstellen*

**Art. 3** - Um zugelassen zu werden, muss eine Prüfstelle folgenden Bedingungen genügen:

1° über die Rechtspersönlichkeit verfügen und von den Stromerzeugern, -zwischenhändlern und -versorgern unabhängig sein;

2° den Kriterien der Norm NBN EN-45004 für die im vorliegenden Erlass vorgesehenen Tätigkeiten genügen, gemäß dem in Ausführung des Gesetzes vom 20. Juli 1990 über die Akkreditierung der Bescheinigungs- und Prüfstellen sowie der Versuchslaboratorien eingerichteten Akkreditierungssystem oder durch ein in einem Mitgliedstaat des europäischen Wirtschaftsraums eingerichtetes gleichwertiges Akkreditierungssystem;

3° den Unabhängigkeitskriterien vom Typ A oder C, wie sie in den allgemeinen Kriterien BELAC für die Umsetzung der Norm NBN EN ISO/IEC 17020 bestimmt sind, genügen;

4° sich verpflichten, dem Minister und der "CWaPE" die im Anschluss an die Besuche bei den Einheiten zur Stromerzeugung mittels erneuerbarer Energiequellen oder Kraft-Wärme-Kopplung in Bezug auf die Bescheinigung zur Herkunftsgarantie erstellten Berichte durch einfaches Schreiben zu übermitteln.

**Art. 4** - Der Antrag auf Zulassung wird dem Minister zusammen mit den damit verbundenen Belegen per Einschreiben zugeschickt. Dieser holt das Gutachten der "CWaPE" ein und gewährt bzw. verweigert die Zulassung per Einschreiben innerhalb einer Frist von fünfzehn Tagen nach dem Gutachten der "CWaPE".

Die Zulassung wird für einen erneuerbaren Zeitraum von drei Jahren gewährt. Während dieses Zeitraums kann die Prüfstelle zu jeder Zeit auf Initiative des Ministers oder der "CWaPE" im Hinblick auf die Überprüfung der Einhaltung der Zulassungsbedingungen kontrolliert werden.

**Art. 5** - Der Entzug der Zulassung wird vom Minister beschlossen:

1° wenn die Prüfstelle den in Artikel 3 festgesetzten Zulassungsbedingungen nicht mehr entspricht;

2° wenn wiederholte Irrtümer bei der Ausübung ihrer Aufgaben festgestellt werden.

Bevor jegliche Entscheidung zum Entzug der Zulassung getroffen wird, hat die betroffene Prüfstelle die Möglichkeit, ihre Begründungen wirksam gelten zu lassen.

KAPITEL III — *Zertifizierung der Standorte zur Erzeugung von Strom mittels erneuerbarer Energiequellen und/oder Kraft-Wärme-Kopplung*

**Art. 6** - Jeder Antrag auf eine Bescheinigung zur Herkunftsgarantie wird einer gemäß Kapitel II zugelassenen Prüfstelle durch einfaches Schreiben zugeschickt.

In Abweichung von Absatz 1 wird jeder Antrag auf eine Bescheinigung zur Herkunftsgarantie für eine Anlage, deren entwickelbare Nettoleistung 10 kW nicht übertrifft, der "CWaPE" zugeschickt.

**Art. 7 - § 1** - Die Prüfstellen werden damit beauftragt, die Bescheinigung zur Herkunftsgarantie auszustellen und eine regelmäßige - mindestens jährliche - Kontrolle über die Konformität der Angaben der Bescheinigung zur Herkunftsgarantie auszuüben.

In Abweichung von Absatz 1 finden die regelmäßigen Kontrollen der Anlagen, deren entwickelbare Nettoleistung 10 kW übertrifft und höchstens 20 kW beträgt, mindestens einmal alle fünf Jahre statt.

Die Anlagen, deren entwickelbare Nettoleistung höchstens 10 kW beträgt, betrifft die durch den vorliegenden Artikel auferlegte Verpflichtung nicht.

§ 2 - In Abweichung von § 1 wird die Bescheinigung zur Herkunftsgarantie für Anlagen, deren entwickelbare Nettoleistung 10 kW nicht übertrifft, durch die "CWaPE" gemäß einem auf ihrer Webseite veröffentlichten vereinfachten Verfahren ausgestellt.

§ 3 - In der Bescheinigung zur Herkunftsgarantie wird Folgendes angegeben:

1. die Angaben zum Erzeuger von Strom mittels erneuerbarer Energiequellen oder Kraft-Wärme-Kopplung;
2. die Energiequelle(n), ab welcher bzw. welchen der Strom erzeugt worden ist;
3. die Erzeugungstechnologie;
4. die entwickelbare Nettoleistung der Erzeugungseinheit;
5. die Technologie zum Zählen der Stromerzeugung und gegebenenfalls der Wärmeerzeugung sowie die Genauigkeit der Zählpunkte;
6. die CO<sub>2</sub> - Emissionen des Erzeugungssystems bei einem normal laufenden Erzeugungszyklus;
7. das Datum der Inbetriebsetzung der Erzeugungseinheit;
8. der Erzeugungsstandort;
9. gegebenenfalls die Beihilfen und Zuschüsse, die für den Bau oder den Betrieb der Erzeugungseinheit gewährt worden sind.

**Art. 8** - Im Fall einer Änderung der Messinstrumente oder eines der in der Bescheinigung zur Herkunftsgarantie erwähnten Elemente wird dies vom Inhaber dieser Bescheinigung innerhalb von fünfzehn Tagen durch einfaches Schreiben einer Prüfstelle mitgeteilt. Gegebenenfalls passt Letztere die Bescheinigung zur Herkunftsgarantie an oder entzieht sie. Im Fall der Anlagen mit einer Leistung von höchstens 10 kW und im Fall einer Änderung der Messinstrumente oder eines der in der Bescheinigung zur Herkunftsgarantie erwähnten Elemente wird dies vom Inhaber dieser Bescheinigung innerhalb von fünfzehn Tagen durch einfaches Schreiben der "CWaPE" mitgeteilt. Gegebenenfalls passt die "CWaPE" die Bescheinigung zur Herkunftsgarantie an oder entzieht sie.

Zu jeder Zeit kann die "CWaPE" die Kontrolle vornehmen oder eine Prüfstelle damit beauftragen, eine Kontrolle vorzunehmen und zu prüfen, ob die in der Bescheinigung zur Herkunftsgarantie erwähnten Elemente der Wirklichkeit entsprechen. Im gegenteiligen Fall wird die Bescheinigung zur Herkunftsgarantie angepasst oder entzogen.

Die Prüfstelle teilt der "CWaPE" jede Änderung oder jeden Entzug der Bescheinigung zur Herkunftsgarantie innerhalb der auf die Kontrolle folgenden zehn Tage mit.

**Art. 9** - In Übereinstimmung mit den geltenden Normen und nach Begutachtung durch die "CWaPE" bestimmt der Minister die Verfahren und den Zählcode, die in Sachen Messungen von Energiemengen anwendbar sind. Der Zählcode enthält die technischen Kriterien, die die hocheffiziente Kraft-Wärme-Kopplung auf der Grundlage der Richtlinie 2004/8/EG bestimmen.

KAPITEL IV — *Bedingungen und Verfahren in Bezug auf die Gewährung und die Aufhebung der Gütezeichen zur Herkunftsgarantie und der grünen Bescheinigungen*

*Abschnitt 1* — Bedingungen und Verfahren in Bezug auf die Gewährung der Gütezeichen zur Herkunftsgarantie und der grünen Bescheinigungen

**Art. 10** - Ein vorheriger Antrag auf Gewährung von Gütezeichen zur Herkunftsgarantie und/oder von grünen Bescheinigungen wird der "CWaPE" gemäß den Modalitäten und mittels des Formulars, die sie bestimmt, zugeschickt. Diese Modalitäten betreffen u.a. die Einreichung der Bescheinigung zur Herkunftsgarantie.

Wenn es sich um eine Anlage handelt, deren entwickelbare Nettoleistung 10 kW nicht übertrifft, reicht der Erzeuger bei der "CWaPE" eine ehrenwörtliche Erklärung ein, in der die Merkmale der Anlage gemäß §§ 2 und 3 von Artikel 7 angegeben werden. Die "CWaPE" bestimmt die Modalitäten und das Formular für die ehrenwörtliche Erklärung.

**Art. 11** - Die "CWaPE" prüft, ob das Antragsformular richtig und vollständig ist. Wenn sie feststellt, dass der Antrag nicht vollständig ist, setzt sie den Antragsteller innerhalb einer Frist von fünfzehn Tagen ab dem Erhalt des Antrags durch einfaches Schreiben davon in Kenntnis. Sie gibt an, inwieweit das Formular unvollständig ist, und legt eine zur Vermeidung des Verfalls des Antrags vorgeschriebene Frist fest, die drei Wochen nicht überschreiten darf, innerhalb deren der Antragsteller aufgefordert wird, seinen Antrag zu vervollständigen.

**Art. 12** - Innerhalb einer Frist von einem Monat ab dem Eingang des vollständigen Formulars prüft die "CWaPE", ob der Antragsteller den Bedingungen zur Gewährung der Gütezeichen zur Herkunftsgarantie und/oder der grünen Bescheinigungen genügt, und stellt ihm ihre Entscheidung zu. Die "CWaPE" ist verpflichtet, den Antragsteller anzuhören, falls dieser es beantragt.



In Ermangelung einer am Ende dieser Frist gefällten Entscheidung gilt der Antrag als genehmigt.

**Art. 13** - Nach der Annahme des Antrags und auf der Grundlage der Zählungsangaben des Standortes gewährt die "CWaPE" quartalsweise dem Standort, der eine Bescheinigung zur Herkunftsgarantie in Anspruch genommen hat, das Folgende in immaterieller Form:

1° einen Nachweis, durch den die Gütezeichen zur Herkunftsgarantie der erzeugten Strommenge gewährt werden, die gegebenenfalls um die Menge der selbstverbrauchten Strommenge verringert wird, dies in Höhe eines Gütezeichens zur Herkunftsgarantie je MWh;

und/oder,

2° einen Nachweis, durch den eine Anzahl grüner Bescheinigungen, die der erzeugten Strommenge entspricht, gewährt wird.

Bei der Berechnung der Anzahl der für einen bestimmten Standort gezählten Bescheinigungen werden 3 Dezimalzahlen berücksichtigt; die Anzahl der in dem Nachweis angegebenen grünen Bescheinigungen ist jedoch auf vollständige Einheiten begrenzt.

**Art. 14** - § 1 - Die Gütezeichen zur Herkunftsgarantie werden der "CWaPE" vor dem 31. März eines jeden Jahres zurückgegeben, dies um den Verpflichtungen zu genügen, die in Artikel 43 § 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Elektrizitätsmarkt erwähnt werden.

Die "CWaPE" genehmigt den vom Stromversorger vorgestellten Trägermix auf der Grundlage der vom Minister bestimmten Methode.

§ 2 - Die grünen Bescheinigungen werden der "CWaPE" zurückgegeben, um den in Artikel 25, § 3 erwähnten Quoten zu genügen.

**Art. 15** - § 1 - Das Recht, grüne Bescheinigungen zu erhalten, ist auf 10 Jahre ab der Inbetriebsetzung der Erzeugungseinheit begrenzt.

Während dieses Zeitraums werden die energetischen Wirkungsgrade der modernen Bezugsanlagen auf der Ebene der Werte aufrechterhalten, die zum Zeitpunkt der Gewährung der ersten grünen Bescheinigungen in Bezug auf den betroffenen Standort galten.

Die grünen Bescheinigungen werden sowohl für den vom Erzeuger verbrauchten Grünstrom als auch für den Grünstrom, der in das Netz eingespeist wird oder der mittels direkter Leitungen übertragen wird, gewährt.

§ 2 - Die Gütezeichen zur Herkunftsgarantie werden für den vom Erzeuger verkauften Strom sowie für den in das Netz eingespeisten Strom, der nicht Gegenstand eines Verkaufs ist, gewährt.

§ 3 - Die grünen Bescheinigungen und die Gütezeichen zur Herkunftsgarantie werden auf der Grundlage des erzeugten Nettostroms, der vor der etwaigen Umwandlung ins Netz gemessen wird, und der in Artikel 38 des Dekrets bestimmten Emissionen von Kohlendioxid berechnet.

Die Messungen von zur Berechnung der grünen Bescheinigungen und der Gütezeichen zur Herkunftsgarantie notwendigen Energiemengen erfolgen in Übereinstimmung mit dem in Artikel 9 vorgesehenen Zählcode.

**Art. 16** - § 1 - Die grünen Bescheinigungen sind fünf Jahre lang gültig. Diese Dauer wird ab dem Ende des Monats, im Laufe dessen die Bescheinigungen gewährt worden sind, gerechnet.

§ 2 - Unbeschadet der Bedingungen zur Annahme dieser Gütezeichen zur Herkunftsgarantie im Rahmen der Bestimmung der Primärquellen, die für die zusammenfassenden Bilanzen der Stromversorger gemäß Artikel 11 § 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Elektrizitätsmarkt vorgesehen sind, sind die Gütezeichen zur Herkunftsgarantie ab dem Datum des Ablaufs des betroffenen Erzeugungszeitraums bis zum Ende des ersten darauf folgenden Kalenderjahres gültig.

**Art. 17** - Der in Artikel 38 des Dekrets erwähnte Kohlendioxidsatz wird quartalsweise bestimmt.

Das in Artikel 38 § 2 Absatz 2 des Dekrets berücksichtigte klassische Elektrizitätserzeugungsverfahren ist eine Gas- und Dampfturbine.

Auf der Grundlage der quartalsweise durch den Erzeuger von Grünstrom übermittelten Daten genehmigt die "CWaPE" die verschiedenen Emissionskoeffizienten von Kohlendioxid des betroffenen Elektrizitätserzeugungsverfahrens.

#### *Abschnitt 2 — Verfahren in Bezug auf die Aufhebung der Gewährung der Gütezeichen zur Herkunftsgarantie und der grünen Bescheinigungen*

**Art. 18** - Jegliche Abänderung der auf dem in Artikel 10 erwähnten Formular stehenden Angaben muss innerhalb von fünfzehn Tagen der "CWaPE" mitgeteilt werden.

**Art. 19** - Wenn die "CWaPE" feststellt, dass die in Kapitel IV erwähnten Bedingungen zur Gewährung der Gütezeichen zur Herkunftsgarantie und der grünen Bescheinigungen nicht mehr eingehalten sind oder dass die übermittelten Angaben falsch sind, teilt sie es durch einfaches Schreiben dem betroffenen Erzeuger mit. Die "CWaPE" ist verpflichtet, den Antragsteller anzuhören, falls dieser es beantragt. Gegebenenfalls hebt die "CWaPE" die Gewährung der Gütezeichen zur Herkunftsgarantie und/oder der grünen Bescheinigungen für diese Erzeugungseinheit auf.

#### *KAPITEL V — Datenbank, Markt der Gütezeichen zur Herkunftsgarantie und Markt der grünen Bescheinigungen*

**Art. 20** - Die durch die gewährten grünen Bescheinigungen und die Gütezeichen zur Herkunftsgarantie gegebenen Auskünfte werden durch die "CWaPE" in einer Datenbank aufbewahrt und verwaltet.

**Art. 21** - § 1 - Die Echtheit der Gütezeichen zur Herkunftsgarantie und der grünen Bescheinigungen wird durch die Speicherung in einer zentralisierten und von der "CWaPE" verwalteten Datenbank gewährleistet.

In der Datenbank befinden sich folgende Angaben:

1° für jeden Erzeugungsstandort, der gemäß Artikel 7 anerkannt worden ist:

— die in Artikel 7 § 3 angeführten Angaben zur Zertifizierung in Bezug auf die Herkunftsgarantie;

2° für die Gewährung von grünen Bescheinigungen und/oder Gütezeichen zur Herkunftsgarantie:

— die Erzeugungstechnologie;

— die entwickelbare Nettoleistung;

— der Erzeugungszeitraum;

— die Strommenge, die mittels erneuerbarer Energiequellen erzeugt wird;

— die Strommenge, die mittels Kraft-Wärme-Kopplung erzeugt wird;

- die Wärmemenge, die mittels Kraft-Wärme-Kopplung erzeugt wird;
- die erzeugte Menge von Grünstrom;
- die Anzahl der grünen Bescheinigungen;
- die Primärenergieeinsparung für die Kraft-Wärme-Kopplungsanlagen;
- die CO<sub>2</sub>-Einsparungen;
- der untere Heizwert der Brennstoffe;
- gegebenenfalls die anderen gewährten Unterstützungsarten;

3° für den Handel mit grünen Bescheinigungen:

- die Anzahl der grünen Bescheinigungen, die Gegenstand eines Handels sind;
- das Datum der Gewährung der betroffenen grünen Bescheinigungen;
- die Erzeugungstechnologie;
- der Erzeugungszeitraum;
- die persönlichen Angaben zum neuen Inhaber;
- der mitgeteilte Preis der gehandelten Bescheinigungen;

4° für den Handel mit Gütezeichen zur Herkunftsgarantie:

- die Menge der Gütezeichen zur Herkunftsgarantie;
- die Art der vom Erzeugungsstandort erhaltenen Unterstützung;
- der Erzeugungszeitraum;
- die Erzeugungstechnologie;
- die persönlichen Angaben zum neuen Inhaber;
- der mitgeteilte Preis der gehandelten Gütezeichen;
- die Primärenergieeinsparung für die Kraft-Wärme-Kopplungsanlagen;
- der untere Heizwert der Brennstoffe.

§ 2 - Die Datenbank enthält das Register der Erzeuger, Stromversorger, Zwischenhändler und Netzbetreiber, die auf dem Markt der Gütezeichen zur Herkunftsgarantie und auf dem Markt der grünen Bescheinigungen, die ausgestellt, getauscht und der "CWaPE" zurückgegeben werden, tätig sind.

**Art. 22** - Der Verkäufer von grünen Bescheinigungen übermittelt der "CWaPE" gemäß den von dieser bestimmten Modalitäten die grünen Bescheinigungen, die Gegenstand des Handels sind, die Angaben zum neuen Inhaber, was die in der wallonischen Datenbank gespeicherten Bescheinigungen betrifft.

**Art. 23** - Der Minister kann die in den Artikeln 20 bis 22 erwähnten Aufgaben einer anderen Einrichtung als der "CWaPE" anvertrauen. Gegebenenfalls wird diese Einrichtung von den Erzeugern, Stromversorgern, Zwischenhändlern und Netzbetreibern unabhängig sein müssen.

**Art. 24** - § 1 - Die grüne Bescheinigung ist nicht mehr übertragbar, wenn:

1° der Stromversorger oder Netzbetreiber sie der "CWaPE" übergibt, um der in Artikel 25 gemäß Artikel 3 der Richtlinie 2003/54/EG erwähnten Verpflichtung zu genügen;

2° die in Artikel 16, § 1 erwähnte Gültigkeitsdauer abgelaufen ist.

§ 2 - In den in § 1 erwähnten Fällen wird die grüne Bescheinigung in das Register der vom Markt genommenen grünen Bescheinigungen übertragen.

§ 3 - Das Gütezeichen zur Herkunftsgarantie ist nicht mehr übertragbar, wenn:

1° es in einem Mitgliedstaat verwendet worden ist, um in den Richtlinien 2001/77/EG, 2004/8/EG und 2003/54/EG erwähnten Bedingungen zu genügen;

2° seine Gültigkeitsdauer abgelaufen ist.

§ 4 - In den in § 3 erwähnten Fällen wird das durch die Wallonische Region ausgestellte Gütezeichen zur Herkunftsgarantie in das Register der vom Markt genommenen Gütezeichen zur Herkunftsgarantie übertragen.

## KAPITEL VI — Verwendung der grünen Bescheinigungen und der Gütezeichen zur Herkunftsgarantie

### Abschnitt 1 — Verwendung von grünen Bescheinigungen

**Art. 25** - § 1 - Vor dem Ende des zweiten, auf ein abgelaufenes Quartal folgenden Monats müssen die Stromversorger und Netzbetreiber der "CWaPE" eine Anzahl grüner Bescheinigungen übermitteln, die der Quote, die ihnen gemäß dem vorliegenden Artikel auferlegt wird, entspricht. Zu diesem Zweck übermitteln sie der "CWaPE" die Anzahl, die Merkmale der grünen Bescheinigungen, die sie in ihrer Quote buchen wollen, sowie den Gesamtbetrag der in der Wallonischen Region während des berücksichtigten Quartals getätigten Lieferungen. Die "CWaPE" entnimmt die gegebene Anzahl grüner Bescheinigungen, wobei sie mit den ältesten anfängt.

Die Stromversorger und die Netzbetreiber müssen ihre Versorgungserklärungen quartalsweise einreichen, dies vor dem Ende des auf ein abgelaufenes Quartal folgenden Monats.

Diesen Erklärungen müssen gegebenenfalls die in § 5 erwähnten Bescheinigungen beigefügt werden.

Die jeweiligen Quartale werden ab dem 1. Januar, dem 1. April, dem 1. Juli und dem 1. Oktober gerechnet.

§ 2 - Die Quote wird wie folgt gerechnet:

1° für den Stromversorger auf der Grundlage des Stroms, der durch diesen an auf dem Gebiet der Wallonischen Region befindliche Endverbraucher geliefert wird, wie hoch auch immer die Spannung des Netzes, an das diese Kunden angeschlossen sind, ist;

2° für den Netzbetreiber auf der Grundlage des von diesem für den eigenen Bedarf verbrauchten Stroms und gegebenenfalls auf der Grundlage des den von diesem Netzbetreiber versorgten Endverbrauchern gelieferten Stroms.

§ 3 - Die Quote beträgt:

- 3% zwischen dem 1. Januar 2003 und dem 31. Dezember 2003;
- 4% zwischen dem 1. Januar 2004 und dem 31. Dezember 2004;
- 5% zwischen dem 1. Januar 2005 und dem 31. Dezember 2005;
- 6% zwischen dem 1. Januar 2006 und dem 31. Dezember 2006;
- 7% zwischen dem 1. Januar 2007 und dem 31. Dezember 2007;
- 8% zwischen dem 1. Januar 2008 und dem 31. Dezember 2008;
- 9% zwischen dem 1. Januar 2009 und dem 31. Dezember 2009;
- 10% zwischen dem 1. Januar 2010 und dem 31. Dezember 2010;
- 11% zwischen dem 1. Januar 2011 und dem 31. Dezember 2011;
- 12% zwischen dem 1. Januar 2012 und dem 31. Dezember 2012.

Im Laufe des Jahres 2009 wird der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Energie gehört, damit beauftragt, bei der Regierung Bericht zu erstatten über die Lage des Marktes der grünen Bescheinigungen und über die etwaige Notwendigkeit, die oben bestimmten Quoten ab dem 1. Januar 2010 eventuell zu erhöhen. Vorher beantragt der Minister ein Gutachten von der "CWaPE".

Im Laufe des Jahres 2010 setzt die Regierung auf Vorschlag der "CWaPE" die neuen Quoten fest, die ab dem 1. Januar 2013 anwendbar sind, dies u.a. unter Berücksichtigung der Entwicklung des Marktes der grünen Bescheinigungen in der Wallonischen Region, so dass die Bedingungen eines solventen Marktes für alle in der Wallonischen Region ausgegebenen grünen Bescheinigungen geschaffen werden.

§ 4 - Je nach der Entwicklung des Marktes für Grünstrom kann die Wallonische Regierung die in Artikel 25 § 3 erwähnten Quoten revidieren.

§ 5 - Wenn ein oder mehrere Stromversorger einen Endverbraucher versorgen, der den unter Punkt 1 und 2 nachstehend angeführten Bedingungen genügt, können sie eine Verminderung der Anzahl grüner Bescheinigungen, die der "CWaPE" gemäß den Bestimmungen von § 1 bis 3 zu übergeben sind, beanspruchen:

1° der Endverbraucher hat direkt oder über einen Verband eine Vereinbarung mit der Wallonischen Region unterzeichnet, die auf eine kurz-, mittel- oder langfristige Verbesserung seiner Energieeffizienz abzielt;

2° im Laufe des betreffenden Kalenderjahres übersteigt der dreimonatliche Verbrauch des Endverbrauchers pro Betriebssitz, der einer technischen oder industriellen Einheit entspricht, deren geographischer Umfang die Grenzen einer Provinz nicht überschreiten darf, 5 GWh.

Die besagte Verminderung gilt während der Dauer der Vereinbarung einschließlich des Quartals, während dessen der betreffende Verbraucher die in Punkt 1 erwähnte Vereinbarung unterzeichnet hat, und des Quartals, im Laufe dessen diese Vereinbarung abläuft.

Für jeden Endverbraucher entspricht die Verminderung der Anzahl grüner Bescheinigungen einer Verminderung der folgenden Quoten:

1° der Quote für den Anteil des dreimonatlichen Stromverbrauchs zwischen 5 und 25 GWh einschließlich;

2° Z für den Anteil des dreimonatlichen Stromverbrauchs, der 25 GWh übertrifft, mit  $Z = \text{Quote} - 2$ .

Wird der Endverbraucher für denselben Betriebssitz im Sinne von Absatz 1 Punkt 2 von mehreren Stromversorgern versorgt, wird die Verminderung der Anzahl grüner Bescheinigungen aufgrund der jeweiligen Volumen verteilt, die von jedem Stromversorger geliefert werden.

Um in den Genuss der Verminderung zu kommen, richtet der Stromversorger per einfaches Schreiben vor dem Ende des zweiten Monats nach einem abgelaufenen Quartal eine von dem Stromversorger und dem betroffenen Endverbraucher unterzeichnete Bescheinigung an die "CWaPE". Diese Bescheinigung wird der "CWaPE", die ihre Richtigkeit prüft, übermittelt. In dieser Bescheinigung werden die Bezugszeichen, das Unterschriftsdatum und die Dauer der in Absatz 1 Punkt 1 erwähnten Vereinbarung angegeben, sowie die Angaben über den Stromversorger und den Endverbraucher, den Ort des Betriebssitzes, das gelieferte Volumen und das betreffende Jahr.

Die Kostenermäßigungen, die sich aus den Bestimmungen des vorliegenden Paragraphen ergeben, werden unmittelbar auf jeden Endverbraucher übertragen, der sie verursacht hat.

Ein Güter- bzw. Personentransportunternehmen, das ein Netz von physisch miteinander verbundenen Verkehrswegen betreibt, wird als ein einziger Betriebssitz, der einer technischen oder industriellen Einheit entspricht, angesehen, was den für den Verkehr dienenden Kraftstrom angeht. Die in Absatz 1 Punkt 1 erwähnte Bedingung und die in Absatz 1 Punkt 2 erwähnte geographische Grenze ist auf diese Kategorie des Stromverbrauchs nicht anwendbar.

**Art. 26 - § 1 -** Die in den in Artikel 25 § 3 erwähnten Quoten verbuchten grünen Bescheinigungen sind auf die für den auf belgischem Gebiet erzeugten Strom gewährten grünen Bescheinigungen begrenzt.

Ungeachtet des vorherigen Absatzes werden die in den anderen Regionen Belgiens oder in den in Artikel 6 des Gesetzes vom 29. April 1999 über die Organisation des Elektrizitätsmarktes erwähnten Gebieten gewährten grünen Bescheinigungen nur dann in der Quote verbucht, wenn vergleichbare, in der Wallonischen Region gewährte grüne Bescheinigungen in den Quoten der betreffenden Regionen oder in der durch die Föderalbehörde gemäß den Bestimmungen von Artikel 7 des o.e. Gesetzes oder seiner Durchführungserlasse berücksichtigten Quote verbucht werden können.

§ 2 - Die für den außerhalb des belgischen Gebiets erzeugten Strom ausgestellten grünen Bescheinigungen können unter Einhaltung der durch einen Erlass der Wallonischen Regierung vorgeschriebenen Bedingungen in der Quote verbucht werden, dies gegen gleichwertige Garantien in Sachen Gewährung dieser Bescheinigungen und auf der Grundlage der Klausel gegenseitiger Anerkennung.

§ 3 - Um die in § 1 Absatz 2 und in § 2 erwähnten grünen Bescheinigungen zu verbuchen, wird ein durch die "CWaPE" nach Verhandlung mit den relevanten Regulierungsorganen festgesetzter Kohlendioxid einsparungssatz berücksichtigt.

*Abschnitt II — Verwendung der Gütezeichen zur Herkunftsgarantie*

**Art. 27** - Die Gütezeichen zur Herkunftsgarantie werden der "CWaPE" vor dem 31. März eines jeden Jahres zurückgegeben, dies um den Verpflichtungen zu genügen, die in Artikel 43 § 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Elektrizitätsmarkt erwähnt werden.

**Art. 28** - § 1 - Die in den Mitgliedstaaten gewährten Gütezeichen zur Herkunftsgarantie werden von der Wallonischen Region anerkannt, um den durch die Richtlinien 2001/77/EG, 2003/54/EG und 2004/8/EG auferlegten Verpflichtungen zu genügen.

§ 2 - Die Bedingungen zur Annahme der Gütezeichen zur Herkunftsgarantie aus anderen Regionen oder anderen Mitgliedstaaten lauten wie folgt:

1° jeder, der die Einfuhr von Gütezeichen zur Herkunftsgarantie für in einer anderen Region Belgiens oder in einem anderen Mitgliedstaat mittels erneuerbarer Energiequellen und/oder Kraft-Wärme-Kopplung erzeugten Strom in die Wallonische Region beantragt, muss sich in die durch die "CWaPE" verwaltete Datenbank eintragen lassen;

2° der Antragsteller übermittelt der "CWaPE" den Namen und die Angaben der gemäß Artikel 5.2 der Richtlinie 2001/77/EG und Artikel 5.5 der Richtlinie 2004/8/EG zuständigen Einrichtung oder der zuständigen Einrichtung, die aus der Region oder dem Mitgliedstaat stammt, der damit beauftragt ist, das Ausstellen der Gütezeichen zur Herkunftsgarantie in der Region oder dem Mitgliedstaat, aus der bzw. dem der Antrag stammt, zu überwachen;

3° die "CWaPE" und die zuständige Einrichtung oder die zuständige Behörde der Region oder des Mitgliedstaats, aus der bzw. dem der Antrag stammt, erstellen ein Protokoll zur Überprüfung der Übereinstimmung der in beiden Regionen bzw. Mitgliedstaaten ausgestellten Gütezeichen zur Herkunftsgarantie mit der Richtlinie 2001/77/EG und der Richtlinie 2004/8/EG. In diesem Protokoll ist auf jeden Fall die Überprüfung der folgenden Bedingungen enthalten:

— die Gütezeichen zur Herkunftsgarantie werden für Strom gewährt, der mittels erneuerbarer Energiequellen im Sinne der in Artikel 2 der Richtlinie 2001/77/EG stehenden Definitionen und mittels Kraft-Wärme-Kopplung im Sinne der in Artikel 3 der Richtlinie 2004/8/EG stehenden Definitionen erzeugt wird;

— die Gütezeichen zur Herkunftsgarantie sind für Strom gewährt worden, der in Anlagen erzeugt worden ist, die gemäß Kriterien zertifiziert worden sind, die mit den gemäß dem Artikel 42 des Dekrets bestimmten Kriterien vergleichbar sind, wobei diese Kriterien u.a. die Fähigkeit, die erzeugte Strommenge zu kontrollieren, betreffen;

— die Gütezeichen zur Herkunftsgarantie sind gemäß einem zuverlässigen System ausgestellt worden, das es unmöglich macht, die Gütezeichen zur Herkunftsgarantie zu kopieren oder Gütezeichen zur Herkunftsgarantie, die bereits anderen Behörden übergeben wurden oder deren Gültigkeitsdauer abgelaufen ist, wiederzuverwenden.

4° die "CWaPE" und die zuständige Einrichtung oder die zuständige Behörde der Region oder des Mitgliedstaats, aus der bzw. dem der Antrag stammt, setzen ein Verfahren zur regelmäßigen Bewertung der Übertragungen von Gütezeichen zur Herkunftsgarantie ein, die zwischen der Wallonischen Region und der Region oder dem Mitgliedstaat, aus der bzw. dem der Antrag stammt, importiert werden;

5° wenn die Gütezeichen zur Herkunftsgarantie aus einer anderen Region oder einem anderen Mitgliedstaat dem Antragsteller eines Imports in die Wallonische Region ausgestellt werden, kann der Teil dieser Gütezeichen im "Trägermix" des Stromversorgers integriert und verbucht werden.

*Abschnitt III — Jahresberichte*

**Art. 29** - Bis zum 30. April erstellt die "CWaPE" einen spezifischen Jahresbericht über die Entwicklung des Marktes der Gütezeichen zur Herkunftsgarantie und des Marktes der grünen Bescheinigungen. In diesem Bericht werden u.a. die Anzahl grüner Bescheinigungen, die je Technologie und Energiequelle im Laufe des berücksichtigten Jahres gewährt worden sind, die der "CWaPE" gemäß Artikel 25 übermittelten grünen Bescheinigungen, der Durchschnittspreis einer grünen Bescheinigung sowie die den Netzbetreibern und Stromversorgern wegen Nichteinhaltung der Quoten auferlegten Geldstrafen angegeben.

In diesem Bericht werden ebenfalls die Anzahl Gütezeichen zur Herkunftsgarantie, die je Technologie und Energiequelle im Laufe des berücksichtigten Jahres gewährt worden sind, die der "CWaPE" übermittelten Gütezeichen zur Herkunftsgarantie, der Durchschnittspreis der Gütezeichen zur Herkunftsgarantie sowie die Menge der Gütezeichen zur Herkunftsgarantie, die in andere Regionen oder Länder exportiert oder aus anderen Regionen oder Ländern importiert werden, angegeben.

Dieser Bericht wird der Wallonischen Regierung übermittelt.

*KAPITEL VII — Strafen*

**Art. 30** - Für jedes Jahr kontrolliert die "CWaPE" die Einhaltung der in Artikel 25 erwähnten Quoten durch die Stromversorger und die Netzbetreiber.

Bei Nichteinhaltung der Quoten muss der Stromversorger oder der Netzbetreiber eine administrative Geldbuße für das betroffene Jahr zahlen. Die Geldbuße beträgt 100 Euro je fehlende grüne Bescheinigung.

*KAPITEL VIII — Schlussbestimmungen*

**Art. 31** - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über die Förderung des Grünstroms, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 28. November 2002, vom 23. Januar 2003, vom 15. Mai 2003, vom 26. Juni 2003, vom 6. November 2003, vom 4. März 2004, wird am Datum des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses aufgehoben.

**Art. 32** - Der vorliegende Erlass tritt am 1. Januar 2007 in Kraft, mit Ausnahme der Artikel 21 § 1 4°, 22, Absatz 2 24, §§ 3 und 4 und 28 deren Inkrafttreten vom Minister festgelegt wird.

**Art. 33** - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Energie gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 30. November 2006

Der Minister-Präsident,  
E. DI RUPO

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,  
A. ANTOINE



## VERTALING

## MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 2006 — 5335

[2006/204237]

**30 NOVEMBER 2006. — Besluit van de Waalse Regering tot bevordering van de groene elektriciteit**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt, inzonderheid op de artikelen 37, 38, § 1, 39, gewijzigd bij de decreten van 19 december 2002 en 18 december 2003, 42, § 2, vervangen door het decreet van 3 februari 2005, en 43, § 2, tweede lid, 19;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bevordering van de milieuvriendelijke elektriciteit; Gelet op het advies CD CD-6g25-CWaPE-145 van de "CWaPE" van 20 juli 2006;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 17 mei 2006;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 24 mei 2006;

Gelet op het advies van de "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoge raad voor de steden, gemeenten en provincies van het Waalse Gewest), gegeven op 10 juli 2006;

Gelet op het advies 40.964/4 van de Raad van State, gegeven op 19 september 2006, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Bij dit besluit worden de volgende richtlijnen gedeeltelijk omgezet: Richtlijn 2001/77/EG van het Europees Parlement en de Raad van 27 september 2001 betreffende de bevordering van elektriciteitsopwekking uit hernieuwbare energiebronnen op de interne elektriciteitsmarkt, inzonderheid de artikelen 4.1 en 5, overeenkomstig artikel 9 ervan, Richtlijn 2003/54/EG van het Europees parlement en de raad van 26 juni 2003 betreffende gemeenschappelijke regels voor de interne markt voor elektriciteit en houdende intrekking van Richtlijn 96/92/EG, inzonderheid artikel 3.6, a, overeenkomstig artikel 30.3 ervan en Richtlijn 2004/8/EG van het Europees Parlement en de Raad van 11 februari 2004 inzake de bevordering van warmtekrachtkoppeling op basis van de vraag naar nuttige warmte binnen de interne energiemarkt en tot wijziging van Richtlijn 92/42/EEG, inzonderheid de artikelen 5 en 7.1, overeenkomstig artikel 15 ervan.

HOOFDSTUK I. — *Begripsomschrijving*

**Art. 2.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° "decreet": het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt;

2° "productiesite": vestigingsplaats van een installatie bestaande uit één of meer eenheden voor elektriciteitsproductie vanaf dezelfde energiebron en via dezelfde elektriciteitsproductiemethode;

3° "productie-eenheid": geheel van elementaire technische componenten die een ondeelbare groep vormen waardoor elektriciteit uit één of meer energiebronnen geproduceerd kan worden;

4° "quotum": jaarlijks bepaald percentage dat de verhouding tussen het aantal te produceren groene certificaten en het aantal verbruikte elektrische MWh weergeeft;

5° "certificaat van garantie van oorsprong": certificaat dat krachtens artikel 42 van het decreet voor een productiesite is afgeleverd en waarbij bevestigd wordt dat de door een site geproduceerde hoeveelheden elektriciteit uit hernieuwbare energiebronnen of warmtekrachtkoppeling duidelijk geïdentificeerd en gemeten kunnen worden, dat die elektriciteit onder het label "électricité garantie d'origine renouvelable et/ou de cogénération" verkocht mag worden en recht zal geven op de toekenning van labels van garantie van oorsprong en/of van groene certificaten;

6° "groen certificaat": overdraagbaar document toegekend aan producenten van groene elektriciteit overeenkomstig artikel 38 van het decreet en, via de verplichtingen opgelegd aan de leveranciers en netbeheerders overeenkomstig artikel 39 van het decreet, bestemd om de ontwikkeling van productie-installaties van milieuvriendelijke elektriciteit te bevorderen;

7° "label van garantie van oorsprong": label ter bevestiging van de hoeveelheid elektriciteit geproduceerd uit hernieuwbare energiebronnen in de zin van Richtlijn 2001/77/EG of uit hoogrenderende warmtekrachtkoppeling in de zin van Richtlijn 2004/8/EG;

8° "fuel mix": aandeel van elke energiebron in de totale brandstofmix die de leverancier in het afgelopen jaar heeft gebruikt overeenkomstig Richtlijn 2003/54/EG;

9° "indienststelling van een installatie": datum die overeenstemt met de datum van de eerste indienststelling van bedoelde installatie of met de datum van een noemenswaardige wijziging van deze installatie. De Minister definieert de bewoordingen "noemenswaardige wijziging" na advies van de "CWaPE";

10° "geproduceerde netto-elektriciteit": de geproduceerde bruto-elektriciteit min de elektriciteit opgeëist door de functionele elementen, namelijk de uitrustingen die energie verbruiken (primaire, elektriciteit, warmte, koude) voor de kringloop van elektriciteitsproductie, met inbegrip van de brandstofproductie en, in voorkomend geval, de afvalbehandeling.

HOOFDSTUK II. — *Erkenning van de keuringsinstellingen*

**Art. 3.** Om erkend te worden moet een keuringsinstelling aan de volgende voorwaarden voldoen :

1° rechtspersoonlijkheid hebben en onafhankelijk zijn van de elektriciteitsproducenten, tussenpersonen en leveranciers;

2° voldoen aan de criteria van de norm NBN EN-45004 voor de activiteiten waarin dit besluit voorziet, overeenkomstig het accreditatiesysteem ingesteld ter uitvoering van de wet van 20 juli 1990 betreffende de accreditatie van instellingen voor de conformiteitsbeoordeling, alsmede van beproevingslaboratoria of door een gelijkwaardig accreditatiesysteem dat tot stand is gebracht in een lidstaat van de Europese Economische Ruimte;

3° voldoen aan de onafhankelijkheidscriteria van het type A of C zoals omschreven in de algemene BELAC-criteria voor de uitvoering van de norm NBN EN ISO/IEC 17020;

4° zich ertoe verbinden de Minister en de "CWaPE" bij gewone post de verslagen te bezorgen die zijn opgesteld na bezoeken die i.v.m. het certificaat van garantie van oorsprong zijn gebracht aan de eenheden voor de productie van elektriciteit uit hernieuwbare energiebronnen of warmtekrachtkoppeling.

**Art. 4.** De erkenningsaanvraag wordt samen met de desbetreffende bewijsstukken bij aangetekend schrijven aan de Minister gericht. De Minister vraagt de "CWaPE" om advies en verleent of weigert de erkenning bij aangetekend schrijven binnen vijftien dagen na advies van de "CWaPE".

De erkenning wordt afgeleverd voor een hernieuwbare periode van drie jaar. Tijdens die periode kan de keuringsinstelling elk ogenblik op initiatief van de Minister of van de "CWaPE" gecontroleerd worden op de naleving van de erkenningsvoorwaarden.

**Art. 5.** De Minister besluit tot de intrekking van de erkenning :

1° indien de keuringsinstelling niet meer voldoet aan de erkenningsvoorwaarden die vastliggen in artikel 3;

2° indien er bij de uitvoering van haar opdrachten herhaaldelijk fouten worden vastgesteld.

Vóór elk besluit tot intrekking van de erkenning kan betrokken instelling haar rechtvaardigingsgronden laten gelden.

### HOOFDSTUK III. — *Certificering van de sites voor elektriciteitsproductie uit hernieuwbare energiebronnen of warmtekrachtkoppeling*

**Art. 6.** Elke aanvraag van certificaat van garantie van oorsprong wordt bij gewone post gericht aan een overeenkomstig hoofdstuk II erkende keuringsinstelling.

In afwijking van het eerste lid wordt elke aanvraag van certificaat van garantie van oorsprong voor een installatie met een ontwikkelbaar nettovermogen van 10 kW of minder aan de "CWaPE" gericht.

**Art. 7. § 1.** De keuringsinstellingen worden ermee belast het certificaat van garantie van oorsprong af te leveren en minstens één keer per jaar een periodieke controle uit te oefenen op de conformiteit van de gegevens van het certificaat van garantie van oorsprong.

In afwijking van het eerste lid worden de periodieke controles op de installaties waarvan het ontwikkelbare nettovermogen hoger is dan 10 kW en gelijk aan 20 kW of minder minstens één keer om de vijf jaar uitgevoerd.

De verplichting opgelegd bij dit artikel is niet van toepassing op de installaties met een ontwikkelbaar nettovermogen van 10 kW of minder.

§ 2. In afwijking van § 1 wordt het certificaat van garantie van oorsprong voor de installaties met een ontwikkelbaar nettovermogen van 10 kW of minder door de "CWaPE" afgeleverd volgens een vereenvoudigde procedure die ze op haar website bekend maakt.

§ 3. Het certificaat van garantie van oorsprong vermeldt :

1. de personalia van de producent van elektriciteit uit hernieuwbare energiebronnen of warmtekrachtkoppeling;
2. de energiebron(nen) waaruit de elektriciteit is geproduceerd;
3. de productietechnologie;
4. het nettovermogen dat door de productie-eenheid ontwikkeld kan worden;
5. de technologie voor de berekening van de elektriciteits- en, in voorkomend geval, warmteproductie, alsook de nauwkeurigheid van de berekeningspunten;
6. de CO<sub>2</sub>-emissies tijdens het productieproces, uitgaande van een normaal productieritme;
7. de datum waarop de productie-eenheid in bedrijf wordt gesteld;
8. de productiesite;
9. in voorkomend geval, de tegemoetkomingen en de subsidies toegekend voor de bouw en de werking van de productie-eenheid.

**Art. 8.** Indien de meetinstrumenten of om het even welk element opgenomen in het certificaat van garantie van oorsprong een wijziging ondergaan, verwittigt de houder van het certificaat binnen vijftien dagen een keuringsinstelling bij gewone post. In voorkomend geval wordt het certificaat van garantie van oorsprong aangepast dan wel ingetrokken door de keuringsinstelling. Indien het gaat om installaties met een vermogen van 10 kW of minder en indien de meetinstrumenten of om het even welk element opgenomen in het certificaat van garantie van oorsprong een wijziging ondergaan, wordt de "CWaPE" binnen vijftien dagen bij gewone post verwittigd door de houder van het certificaat. In voorkomend geval wordt het certificaat van garantie van oorsprong aangepast dan wel ingetrokken door de "CWaPE".

De "CWaPE" kan elk ogenblik controles uitvoeren of van een keuringsinstelling eisen dat ze controle uitvoert en nagaat of de elementen opgenomen in het certificaat van garantie van oorsprong werkelijkheidsgetrouw zijn. In het tegenovergestelde geval wordt het certificaat van garantie van oorsprong aangepast of ingetrokken.

De keuringsinstelling geeft de "CWaPE" binnen tien dagen na de controle kennis van elke wijziging in het certificaat van garantie van oorsprong of van de intrekking ervan.

**Art. 9.** Overeenkomstig de vigerende normen en na advies van de "CWaPE" bepaalt de Minister de berekeningsprocedures en de berekeningscode die van toepassing zijn inzake de metingen van de energiehoeveelheid. De berekeningscode bevat de technische criteria tot bepaling van de hoogrenderende warmtekrachtkoppeling op grond van Richtlijn 2004/8/EG.

### HOOFDSTUK IV. — *Voorwaarden en procedure voor de toekenning en de opschorting van de labels van garantie van oorsprong en de groene certificaten*

#### *Afdeling 1. — Voorwaarden en procedure voor de toekenning van de labels van garantie van oorsprong en de groene certificaten*

**Art. 10.** De labels van garantie van oorsprong en/of de groene certificaten worden bij de "CWaPE" aangevraagd volgens de modaliteiten en d.m.v. een formulier waarin zij voorziet. Deze modaliteiten hebben o.a. betrekking op de indiening van het certificaat van garantie van oorsprong.

Als het gaat om een installatie met een ontwikkelbaar nettovermogen van 10 kW of minder, richt de groene producent een verklaring op erewoord aan de "CWaPE", waarin de kenmerken van de installatie overeenkomstig de §§ 2 en 3 van artikel 7 vermeld worden. De modaliteiten en het formulier van de verklaring op erewoord worden door de "CWaPE" bepaald.

**Art. 11.** De "CWaPE" gaat na of het aanvraagformulier juist en volledig is. Indien ze vaststelt dat de aanvraag onvolledig is, verwittigt ze de aanvrager binnen vijftien dagen na ontvangst van de aanvraag. Ze verduidelijkt waarom het formulier onvolledig is en legt een termijn van hoogstens drie weken vast waarbinnen de aanvrager verzocht wordt zijn aanvraag te vervolledigen, op straffe van verval van de aanvraag.

**Art. 12.** De "CWaPE" gaat binnen een maand na ontvangst van het volledig ingevulde formulier na of de aanvrager voldoet aan de voorwaarden van toekenning van de labels van garantie van oorsprong en/of de groene certificaten en geeft hem kennis van haar beslissing. De "CWaPE" is verplicht de aanvrager te horen indien hij daarom verzoekt.

Indien er geen beslissing is getroffen na afloop van die termijn, wordt de aanvraag geacht te zijn aangenomen.

**Art. 13.** Na aanvaarding van de aanvraag verleent de "CWaPE" om de drie maanden in immateriële vorm aan de productiesite die in aanmerking is gekomen voor een certificaat van garantie van oorsprong op grond van zijn berekeningsgegevens :

1° een document tot toekenning van de labels van garantie van oorsprong voor de geproduceerde hoeveelheid elektriciteit waarvan in voorkomend geval de zelfverbruikte hoeveelheid elektriciteit wordt afgetrokken, naar verhouding van een label van garantie van oorsprong per MWu

en/of

2° een document tot toekenning van een aantal groene certificaten dat overeenstemt met de geproduceerde hoeveelheid groene elektriciteit.

Bij de berekening van het aantal certificaten geboekt voor een bepaalde site wordt er rekening gehouden met 3 decimalen maar bij de berekening van het aantal groene certificaten vermeld in het document worden enkel volle eenheden gebruikt.

**Art. 14.** § 1. De labels van garantie van oorsprong worden jaarlijks vóór 31 maart aan de "CWaPE" teruggegeven om te voldoen aan de verplichtingen bedoeld in artikel 43, § 2, van het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de elektriciteitsmarkt.

De door de leverancier voorgedragen fuel mix wordt door de "CWaPE" goedgekeurd op grond van de methode die de Minister bepaalt.

§ 2. De groene certificaten worden aan de "CWaPE" teruggegeven om te voldoen aan de quota bedoeld in artikel 25, § 3.

**Art. 15.** § 1. Het recht op groene certificaten wordt tot tien jaar beperkt vanaf de datum waarop de productie-eenheid in bedrijf wordt gesteld.

Tijdens die periode worden de energetische rendementen van de moderne referentie-installaties gehandhaafd op het niveau van de waarden die van kracht zijn wanneer de eerste groene certificaten aan bedoelde site toegekend worden.

De groene certificaten worden toegekend zowel voor de groene elektriciteit die de producent verbruikt als voor de groene elektriciteit die op het net geïnjecteerd dan wel via rechtstreekse lijnen overgedragen wordt.

§ 2. De labels van garantie van oorsprong worden toegekend zowel voor de elektriciteit die door de producent verkocht wordt als voor de elektriciteit die op het net geïnjecteerd wordt en niet verkocht wordt.

§ 3. De groene certificaten en de labels van garantie van oorsprong worden berekend op grond van de geproduceerde netto-elektriciteit zoals gemeten vóór de eventuele omzetting naar het net en op grond van de kooldioxyde-emissies zoals omschreven in artikel 38 van het decreet.

De energiehoeveelheden die nodig zijn voor de berekening van de groene certificaten en de labels van garantie van oorsprong worden gemeten overeenkomstig de berekeningscode bedoeld in artikel 9.

**Art. 16.** De groene certificaten hebben een geldigheidsduur van vijf jaar. De geldigheidsperiode begint te lopen vanaf het einde van de maand waarin de certificaten zijn toegekend.

§ 2. Onverminderd de voorwaarden voor het aannemen van deze labels van garantie van oorsprong in het kader van de bepaling van de primaire bronnen voorzien voor de samenvattende balansen van de leveranciers overeenkomstig artikel 11, § 3, van het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de elektriciteitsmarkt, hebben de labels van garantie van oorsprong een geldigheidsduur die ingaat op de einddatum van bedoelde productieperiode en afloopt aan het einde van het eerstvolgende kalenderjaar.

**Art. 17.** Het percentage kooldioxyde bedoeld in artikel 38 van het decreet wordt bepaald om de drie maanden.

Het klassieke elektriciteitskanaal bedoeld in artikel 38, § 2, tweede lid, is een gas/stoomturbine.

De verschillende coëfficiënten inzake de emissie van kooldioxyde van bedoeld kanaal worden door de "CWaPE" goedgekeurd op grond van de gegevens die de producent van groene elektriciteit om de drie maanden overmaakt.

*Afdeling 2. — Procedure tot opschorting van de toekenning van de labels van garantie van oorsprong en de groene certificaten*

**Art. 18.** Elke wijziging in de gegevens die voorkomen op het formulier bedoeld in artikel 10 wordt binnen vijftien dagen aan de "CWaPE" overgemaakt.

**Art. 19.** Indien de "CWaPE" vaststelt dat de voorwaarden voor de toekenning van de labels van garantie van oorsprong en/of van de groene certificaten bedoeld in hoofdstuk IV niet meer vervuld zijn of dat de overgemaakte inlichtingen onjuist zijn, verwittigt ze betrokken producent bij gewone post. De "CWaPE" is verplicht de aanvrager te horen die daarom verzoekt. In voorkomend geval schort de "CWaPE" de toekenning van de labels van garantie van oorsprong en/of van de groene certificaten op voor bedoelde productie-eenheid.

*HOOFDSTUK V. — Gegevensbank, markt van de labels van garantie van oorsprong en markt van de groene certificaten*

**Art. 20.** De gegevens verstrekt via de toegekende groene certificaten en labels van garantie van oorsprong worden door de "CWaPE" in een gegevensbank bewaard en beheerd.

**Art. 21.** § 1. De authenticiteit van de labels van garantie van oorsprong en van de groene certificaten wordt gewaarborgd door de registratie ervan in een gecentraliseerde gegevensbank die door de "CWaPE" wordt beheerd.

De gegevensbank bevat de volgende gegevens :

1° voor elke overeenkomstig artikel 7 gecertificeerde productiesite :

— de gegevens betreffende de certificering van de garantie van oorsprong bedoeld in artikel 7, § 3;

2° voor de toekenning van groene certificaten en/of labels van garantie van oorsprong :

— de productietechnologie;

— het ontwikkelbare nettovermogen;

— de productieperiode;

— de hoeveelheid elektriciteit geproduceerd uit hernieuwbare energiebronnen;

— de hoeveelheid elektriciteit geproduceerd uit warmtekraftkoppeling;

— de hoeveelheid warmte geproduceerd uit warmtekraftkoppeling;

— de hoeveelheid geproduceerde groene elektriciteit;

— het aantal groene certificaten;

— de besparing van primaire energie voor de warmtekraftkoppelingsinstallaties;

— de CO<sub>2</sub> besparingen;

— de calorische onderwaarde van de brandstoffen;

— in voorkomend geval, de overige toegekende steuntypes;

3° voor de transacties van groene certificaten;

— het aantal groene certificaten die het voorwerp uitmaken van een transactie;

— de datum van toekenning van de groene certificaten;

— de productietechnologie;

— de productieperiode;

— de personalia van de nieuwe houder;

— de meegedeelde prijs van de transactie;

4° voor de transacties van labels van garantie van oorsprong;

— de hoeveelheid labels van garantie van oorsprong;

— het soort steun die de productiesite krijgt;

— de productieperiode;

— de productietechnologie;

— de personalia van de nieuwe houder;

— de meegedeelde prijs van de transactie;

— de besparing van primaire energie voor de warmtekraftkoppelingsinstallaties;

— de calorische onderwaarde van de brandstoffen.

§ 2. De gegevensbank bevat het register van de producenten, leveranciers, tussenpersonen en netbeheerders die tussenkomen op de markt van de labels van garantie van oorsprong en op de markt van de groene certificaten die worden afgeleverd, uitgewisseld en teruggegeven aan de "CWaPE".

**Art. 22.** De groene certificaten die het voorwerp uitmaken van de transactie en de personalia van de nieuwe houder voor wat betreft de certificaten geregistreerd in de Waalse gegevensbank worden door de verkoper van groene certificaten aan de "CWaPE" overgemaakt volgens de modaliteiten die zij bepaalt.

De labels van garantie van oorsprong die het voorwerp uitmaken de transactie en de personalia van de nieuwe houder worden door de verkoper van labels van garantie van oorsprong aan de "CWaPE" overgemaakt volgens de modaliteiten die zij bepaalt.

Binnen tien dagen na kennisgeving van de transactie van labels van garantie van oorsprong of van groene certificaten geeft de "CWaPE" een registratienummer aan de transactie en past ze de gegevens in de databank aan.

**Art. 23.** De Minister kan de opdrachten bedoeld in de artikelen 20 tot 22 toevertrouwen aan een andere instelling dan de "CWaPE". In voorkomend geval moet die instelling onafhankelijk zijn van de producenten, leveranciers, tussenpersonen en netbeheerders.

**Art. 24.** § 1. Het groene certificaat is niet meer overdraagbaar als :

1° de leverancier of de netbeheerder het aan de "CWaPE" afgeeft om aan de in artikel 25 bedoelde quotaverplichting te voldoen overeenkomstig artikel 3 van Richtlijn 2003/54/EG;

2° de geldigheidstermijn bedoeld in artikel 16, § 1, afgelopen is.

§ 2. In de gevallen bedoeld in § 1 wordt het groene certificaat opgenomen in het register van de groene certificaten die uit de markt zijn genomen.

§ 3. Het label van garantie van oorsprong is niet meer overdraagbaar als :

1° het gebruikt werd in een lidstaat om te voldoen aan de verplichtingen bedoeld in de Richtlijnen 2001/77/EG, 2004/8/EG en 2003/54/EG;



2° de geldigheidstermijn ervan verstreken is.

§ 4. In de gevallen bedoeld in § 3 wordt het label van garantie van oorsprong dat is afgeleverd in het Waalse Gewest opgenomen in het register van de labels van garantie van oorsprong die uit de markt zijn genomen.

#### HOOFDSTUK VI. — *Gebruik van de groene certificaten en van de labels van garantie van oorsprong*

##### *Afdeling I. — Gebruik van groene certificaten*

**Art. 25.** § 1. Vóór het einde van de tweede maand volgend op een afgelopen kwartaal bezorgen de leveranciers en de netbeheerders de "CWaPE" een aantal groene certificaten dat overeenstemt met het quotum dat hen krachtens dit artikel is opgelegd. Daartoe geven ze de "CWaPE" kennis van het aantal groene certificaten dat zij in hun quotum willen verrekenen, van de kenmerken ervan, alsook van het totaal aantal leveringen verricht in het Waalse Gewest in de loop van het in overweging genomen kwartaal. De "CWaPE" neemt het gegeven aantal groene certificaten op en vangt daarbij met de oudsten aan.

De leveranciers en de netbeheerders zijn verplicht hun leveringsaangiften om de drie maanden in te dienen vóór het einde van de tweede maand volgend op een afgelopen kwartaal.

Deze verklaringen worden in voorkomend geval ingediend met de attesten bedoeld in § 5.

De kwartalen gaan in op één januari, één april, één juli en één oktober.

§ 2. Het quotum wordt berekend als volgt :

1° voor de leverancier, op grond van de elektriciteit die hij levert aan de eindafnemers die op het grondgebied van het Waalse Gewest gevestigd zijn, ongeacht het spanningsniveau van het net waarop die afnemers zijn aangesloten;

2° voor de netbeheerder, op grond van de elektriciteit die hij voor eigen gebruik verbruikt en, in voorkomend geval, op grond van de elektriciteit geleverd aan de eindafnemers die door die netbeheerder van stroom worden voorzien.

§ 3 Het quotum bedraagt :

- 3 % tussen 1 januari 2003 en 31 december 2003;
- 4 % tussen 1 januari 2004 en 31 december 2004;
- 5 % tussen 1 januari 2005 en 31 december 2005;
- 6 % tussen 1 januari 2006 en 31 december 2006;
- 7 % tussen 1 januari 2007 en 31 december 2007;
- 8 % tussen 1 januari 2008 en 31 december 2008;
- 9 % tussen 1 januari 2009 en 31 december 2009;
- 10 % tussen 1 januari 2010 en 31 december 2010;
- 11 % tussen 1 januari 2011 en 31 december 2011;
- 12 % tussen 1 januari 2012 en 31 december 2012.

De Minister bevoegd voor Energie moet in de loop van 2009 verslag uitbrengen aan de Regering over de toestand van de markt van de groene certificaten en over de eventuele noodzaak tot verhoging van bovenbedoelde quota vanaf 1 januari 2010. De Minister wint eerst het advies van de "CWaPE" in.

De nieuwe quota, die toepasselijk zijn vanaf 1 januari 2013, worden door de Regering op voorstel van de "CWaPE" vastgelegd in de loop van 2010. Hierbij wordt rekening gehouden o.a. met de evolutie van de markt van de groene certificaten in het Waalse Gewest ten einde de voorwaarden te scheppen voor een solvabele markt voor alle groene certificaten uitgebracht in het Waalse Gewest.

§ 4. De Waalse Regering kan de in artikel 25, § 3, bedoelde quota herzien op grond van de evolutie van de groene elektriciteitsmarkt.

§ 5. Er kan een vermindering van het aantal groene certificaten dat overeenkomstig de bepalingen van de §§ 1 tot 3 aan de "CWaPE" overgemaakt moet worden toegestaan worden aan één of meer leveranciers van een eindafnemer die voldoet aan de volgende voorwaarden :

1° de eindafnemer heeft rechtstreeks of via een federatie een overeenkomst met het Waalse Gewest gesloten om zijn energetische efficiëntie op korte en middellange termijn te verbeteren;

2° het driemaandelijkse verbruik van de eindafnemer is in de loop van het in overweging genomen kalenderjaar hoger dan 5 GWh per exploitatiezetel overeenstemmend met een technische of industriële eenheid die geografisch binnen de grenzen van een provincie gevestigd blijft.

De vermindering geldt voor de duur van de overeenkomst, met inbegrip van het kwartaal in de loop waarvan bovengenoemde afnemer de in punt 1 bedoelde overeenkomst gesloten heeft en van het kwartaal in de loop waarvan de overeenkomst eindigt.

Voor elke eindafnemer stemt de vermindering van het aantal groene certificaten overeen met een quotavermindering van :

1°  $\frac{1}{4}$  van het quotum, voor het gedeelte van het driemaandelijkse elektriciteitsverbruik tussen 5 tot en met 25 GWh;

2°  $Z$ , voor het gedeelte van het driemaandelijkse elektriciteitsverbruik boven 25 GWh, waarbij  $Z = \text{quotum} - 2$ .

Als de eindafnemer bevoorrad wordt door verschillende leveranciers voor dezelfde exploitatiezetel, zoals bedoeld in het eerste lid, punt 2, wordt de vermindering van het aantal groene certificaten verdeeld naar rato van de volumes geleverd door elke leverancier.

Om de vermindering te kunnen genieten, bezorgt de leverancier de "CWaPE" vóór het einde van de tweede maand volgend op een afgelopen kwartaal bij gewone post een door hem en door bedoelde eindafnemer getekend attest. Dat attest wordt overgemaakt aan de "CWaPE", die de juistheid ervan onderzoekt. Het attest vermeldt de referentie, de ondertekeningsdatum en de duur van de overeenkomst bedoeld in het eerste lid, punt 1, de personalia van de leverancier en van de eindafnemer, de plaats van de exploitatiezetel, het volume van de leveringen, alsmede het bedoelde jaar.

De kostenverminderingen die resulteren uit de bepalingen van deze paragraaf worden rechtstreeks afgewenteld op elke eindafnemer die ze teweeggebracht heeft.

Een bedrijf voor het vervoer van goederen en/of personen dat een netwerk van fysisch gekoppelde communicatiewegen exploiteert, wordt beschouwd als één enkele exploitatiezetel overeenstemmend met een technische of industriële eenheid, wat betreft de drijfkracht voor verplaatsingsdoeleinden. De voorwaarde bedoeld in het eerste lid, punt 1, en de geografische grens bedoeld in het eerste lid, punt 2, zijn niet van toepassing op dit type verbruik.

**Art. 26.** § 1. De groene certificaten verrekend in de quota bedoeld in artikel 25, § 3, worden beperkt tot de groene certificaten toegekend voor de elektriciteit die op het Belgisch grondgebied geproduceerd wordt.

Niettegenstaande het vorige lid worden de groene certificaten die toegekend worden in de overige gewesten van België of in de gebieden bedoeld in artikel 6 van de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt slechts in het quotum verrekend indien gelijkwaardige groene certificaten die in het Waalse Gewest worden toegekend, verrekend kunnen worden in de quota van bedoelde gewesten of in het quotum dat door de federale overheid overeenkomstig artikel 7 van bovenbedoelde wet of de desbetreffende uitvoeringsbesluiten in aanmerking wordt genomen.

§ 2. De groene certificaten die afgeleverd worden voor elektriciteit die geproduceerd wordt buiten het Belgisch grondgebied kunnen, met inachtneming van de bij besluit van de Waalse Regering voorgeschreven voorwaarden, in het quotum verrekend worden, mits gelijkwaardige garanties inzake de toekenning van bedoelde certificaten gegeven worden en op grond van de clausule voor wederzijdse erkenning.

§ 3. Om de groene certificaten bedoeld in § 1, tweede lid, en in § 2, te verrekenen, wordt er rekening gehouden met een percentage bespaarde kooldioxyde dat door de "CWaPE" vastgelegd wordt na overleg met de relevante reguleringsinstanties.

#### *Afdeling II. — Gebruik van de labels van garantie van oorsprong*

**Art. 27.** De labels van garantie van oorsprong worden jaarlijks vóór 31 maart aan de "CWaPE" teruggegeven om te voldoen aan de verplichtingen bedoeld in artikel 43, § 2, van het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de elektriciteitsmarkt.

**Art. 28.** § 1. De labels van garantie van oorsprong toegekend in de lidstaten worden door het Waalse Gewest erkend om te voldoen aan de verplichtingen opgelegd bij de Richtlijnen 2001/77/EG, 2003/54/EG en 2004/8/EG.

§ 2. De toelaatbaarheidscriteria voor de labels van garantie van oorsprong uit andere gewesten of lidstaten zijn de volgende :

1° elke verzoeker die labels van garantie van oorsprong toegekend voor elektriciteitsproductie uit hernieuwbare energiebronnen en/of uit warmtekrachtkoppeling in het Waalse Gewest wil laten invoeren vanuit een ander gewest van België of vanuit een andere lidstaat, moet zich in de door de "CWaPE" beheerde gegevensbank laten inschrijven;

2° de verzoeker bezorgt de "CWaPE" de naam en de adresgegevens van de bevoegde instantie overeenkomstig artikel 5.2. van Richtlijn 2001/77/EG en artikel 5.5. van Richtlijn 2004/8/EG, of van de bevoegde overheid uit het gewest of de lidstaat belast met het toezicht op de afgifte van de labels van garantie van oorsprong in het gewest of de lidstaat waarvan de aanvraag uitgaat;

3° de "CWaPE" en de bevoegde instelling of de bevoegde overheid van het gewest of de lidstaat waarvan de aanvraag uitgaat, maken een verificatieprotocol inzake de conformiteit van de in beide gewesten of lidstaten afgeleverde labels van garantie van oorsprong met Richtlijn 2001/77/EG en Richtlijn 2004/8/EG. Dit protocol bevat alleszins de verificatie van de volgende voorwaarden :

— de labels van garantie van oorsprong worden toegekend voor elektriciteit uit hernieuwbare energiebronnen in de zin van de definities vermeld in artikel 2 van Richtlijn 2001/77/EG en uit warmtekrachtkoppeling in de zin van de definities vermeld in artikel 3 van Richtlijn 2004/8/EG;

— de labels van garantie van oorsprong worden toegekend voor elektriciteit geproduceerd in installaties erkend overeenkomstig criteria die te vergelijken zijn met de criteria die krachtens artikel 42 van het decreet worden bepaald. Deze criteria hebben namelijk betrekking op de capaciteit om de geproduceerde hoeveelheid elektriciteit te controleren;

— de labels van garantie van oorsprong worden afgeleverd op grond van een betrouwbaar systeem waarmee het onmogelijk is om de labels van garantie van oorsprong te kopiëren of opnieuw gebruik te maken van de labels van garantie van oorsprong die reeds aan andere overheden werden overgemaakt of waarvan de geldigheidstermijn afgelopen is;

4° de "CWaPE" en de bevoegde instantie of de bevoegde overheid van het gewest of de lidstaat waarvan de aanvraag uitgaat voeren een procedure in voor de regelmatige evaluatie van de overdrachten van de ingevoerde labels van garantie van oorsprong tussen het Waalse Gewest en het gewest of de lidstaat waarvan de aanvraag uitgaat;

5° als de labels van garantie van oorsprong uit een ander gewest of een andere lidstaat worden afgeleverd aan de verzoeker om invoer in het Waalse Gewest, kan het deel van deze labels van garantie van oorsprong worden opgenomen en verrekend in de fuel mix van de leverancier.

#### *Afdeling III. — Jaarverslag*

**Art. 29.** De "CWaPE" maakt vóór 30 april een specifiek jaarverslag op over de evolutie van de markt van de labels van garantie van oorsprong en van de markt van de groene certificaten. Dat verslag vermeldt o.a. het aantal groene certificaten toegekend per technologie en per energiebron in de loop van het in overweging genomen jaar, de groene certificaten overgemaakt aan de "CWaPE" overeenkomstig artikel 25, de gemiddelde prijs van een groen certificaat en de boetes opgelegd aan de netbeheerders en de leveranciers die de quota niet in acht zouden hebben genomen.

Het verslag vermeldt ook het aantal labels van garantie van oorsprong toegekend per technologie en per energiebron in de loop van het in overweging genomen jaar, de labels van garantie van oorsprong overgemaakt aan de "CWaPE", de gemiddelde prijs van de labels van garantie van oorsprong, alsmede de hoeveelheid labels van garantie van oorsprong uitgevoerd naar en ingevoerd vanuit andere gewesten of landen.

Dat verslag wordt aan de Waalse Regering overgemaakt.

#### HOOFDSTUK VII. — *Sancties*

**Art. 30.** De "CWaPE" voert jaarlijks controle uit op de inachtneming van de in artikel 25 bedoelde quota door de leveranciers en de netbeheerders.

Indien de quota niet in acht worden genomen, moet de leverancier of de netbeheerder een administratieve boete betalen voor betrokken jaar. Per ontbrekend groen certificaat wordt een boete van honderd euro opgelegd.

#### HOOFDSTUK VIII. — *Slotbepalingen*

**Art. 31.** Het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bevordering van de milieuvriendelijke elektriciteit, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 28 november 2002, 23 januari 2003, 15 mei 2003, 26 juni 2003, 6 november 2003, 4 maart 2004 en 22 april 2004 wordt opgeheven op de datum van inwerkingtreding van dit besluit.

**Art. 32.** Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2007, behalve de artikelen 21, § 1, 4°, 22, tweede lid, 24, §§ 3 en 4, en 28, waarvan de inwerkingtreding door de Minister vastgelegd wordt.

**Art. 33.** De Minister van Energie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 30 november 2006.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

A. ANTOINE

### MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE

F. 2006 — 5336

[2006/204203]

#### 20 OCTOBRE 2006. — Arrêté ministériel portant transfert de crédits entre le programme 05 de la division organique 30 et le programme 01 de la division organique 14 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2006

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Vu les lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991, notamment l'article 12 tel que modifié par l'article 4 de la loi du 19 juillet 1996;

Vu le décret du 15 décembre 2005 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2006, notamment l'article 40;

Vu la circulaire du 18 janvier 2001 relative à la gestion administrative des programmes cofinancés par les Fonds européens en Région wallonne, particulièrement son point III, 2, 4<sup>e</sup> alinéa;

Vu le décret du 19 juillet 2006 contenant le premier feuillet d'ajustement du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2006;

Considérant la nécessité de transférer des crédits d'ordonnancement à l'allocation de base 63.09 du programme 01 de la division organique 14 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2006, afin de rencontrer la décision du Gouvernement wallon du 29 avril 2004 dans le cadre de l'"Objectif 2 Urbain", à savoir, le dossier suivant (intitulé et codification du projet cofinancé) :

Objectif 2 Urbain;

Axe 5 : Promotion d'un développement urbain durable;

Mesure 5.2 : Promotion des transports publics et de modes doux;

Intitulé : Requalification du centre de Hermée - Partie 1 : rue de Wallonie;

Opérateur : la commune d'Oupeye;

Allocation de base : 63.09.01;

Crédits d'ordonnancement : 91 milliers d'EUR;

Codification du projet : E 2UR 1 50200 0100 E,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Des crédits d'ordonnancement à concurrence de 91 milliers d'EUR sont transférés du programme 05 de la division organique 30 au programme 01 de la division organique 14.

**Art. 2.** La ventilation des allocations de base suivantes du programme 05 de la division organique 30 et du programme 01 de la division organique 14 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2006 est modifiée comme suit :

(en milliers d'EUR)

Allocation de base	Crédit après le 1 <sup>er</sup> feuillet d'ajustement C.D.		Transfert		Crédit ajusté	
	CE	CO	CE	CO	CE	CO
DO 30 01.01.05	185	1.491	-	- 91	185	1.400
DO 14 63.09.01	1.485	1.137	-	+ 91	1.485	1.228

**Art. 3.** Le présent arrêté est transmis au Parlement wallon, à la Cour des comptes, à l'Inspection des Finances, au Secrétariat général du Ministère de la Région wallonne et au Contrôle des engagements.

Namur, le 20 octobre 2006.

Ph. COURARD